

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205241]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des dépôts de mazout utilisés à des fins de chauffage d'une capacité comprise entre 500 et 24.999 litres et modifiant diverses dispositions en la matière

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, alinéa 4, 21, alinéa 3, et 66;

Vu le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, l'article 4, alinéa 2, 4^o et 9^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 juin 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2019;

Vu le rapport du 20 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 11 mars 2019, en application de l'article 84 § 1^{er} alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la communication à la Commission européenne, le 25 mars 2019, en application de l'article 5, § 1^{er}, de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux dépôts de mazout utilisés à des fins de chauffage de bâtiments d'une capacité comprise entre 500 et 24.999 litres.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o administration : Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles, et Environnement, représentée par son Directeur général ou son délégué;

2^o arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 : arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service;

3^o arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 : arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3 000 litres et inférieure à 25 000 litres;

4^o bac de rétention : récipient étanche, dont les parois sont imperméables au mazout, faisant corps avec le réservoir et présentant une capacité égale ou supérieure à la capacité du réservoir;

5^o capacité : capacité totale en litres d'eau des réservoirs mis en dépôt;

6^o cession immobilière : cession définie à l'article 2, 27^o, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

7^o Collecteur de déchets dangereux : collecteur agréé conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux (*M.B.* 23.06.1992);

8^o Transporteur de déchets dangereux : transporteur agréé conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux (*M.B.* 23.06.1992);

9^o contrôleur : personne chargée de la mise en service et du contrôle périodique d'un dépôt et qui est, soit expert compétent agréé dans la discipline installation de stockage, conformément à l'article 681bis/73 du titre III du règlement général pour la protection du travail, soit technicien agréé conformément à l'article 634ter/4 du titre III du règlement général pour la protection du travail;

10^o dépôt : stockage constitué par un ou plusieurs réservoirs raccordés à une chaudière ou à un poêle à mazout, y compris leurs équipements annexes;

11^o dépôt existant : dépôt constitué d'un ou plusieurs réservoirs existants;

12^o double protection : réservoir simple paroi placé dans un encuvement, un bac de rétention ou une fosse étanche, ou réservoir à double paroi;

13^o encuvement : aire continue, destinée à recevoir un ou plusieurs réservoirs aériens, disposée en forme de cuvette dont la structure est construite en matériaux incombustibles et qui présente une résistance mécanique et une inertie chimique au mazout et dont les parois sont imperméables à ce combustible. Cet espace de retenue est maintenu libre et a une capacité égale ou supérieure à la plus grande des valeurs soit du plus grand des réservoirs, soit de la moitié de la capacité totale des réservoirs présent dans l'encuvement;

14^o équipements annexes : les tuyauteries d'évent et de remplissage, le système d'aspiration, le système anti-débordement, le système de détection de fuite, le dispositif de jaugeage, et autres éléments raccordés au réservoir;

15^o fonctionnaire chargé de la surveillance : agents désignés par le Gouvernement chargés de contrôler les lois et décrets visés à l'article D.138 du Livre Ier du Code de l'Environnement;

16^o fosse étanche : construction souterraine, destinée à recevoir un dépôt, dont les parois sont imperméables à tout liquide;

17^o guide technique : guide de référence intégré dans le code wallon de bonnes pratiques visé à l'article 18 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

18° imperméable : ayant un coefficient dynamique de perméabilité vis-à-vis des hydrocarbures inférieure à 2.10⁻⁹ cm/s, ou un coefficient d'absorption statique d'eau total inférieur à 7,5 %, conformément à la NBN B 15-215;

19° ISSeP : institut Scientifique de Service Public créé par le décret du 7 juin 1990, l'article 4, § 3, modifié par le décret du 9 avril 1998;

20° mazout : gasoil de chauffage tel que défini à l'article 2 de l'arrêté royal du 3 juillet 2018 relatif aux dénominations et aux caractéristiques du gasoil destiné au chauffage et gasoil-diesel tel que défini à l'article 2 de l'arrêté royal du 8 juillet 2018 relatif aux dénominations et aux caractéristiques du gasoil diesel et des essences;

21° point d'éclair : température en vase fermé déterminé par la norme belge EN ISO 2719;

22° récipient fixe : récipient qui n'est pas aisément déplaçable, notamment en raison de son poids, de son ancrage au sol ou des dispositifs de transvasement qui y sont fixés;

23° réservoir : tout récipient fixe qui est utilisé pour le stockage de mazout;

24° réservoir aérien : réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local, soit dans une fosse étanche non remblayée;

25° réservoir double paroi : réservoir qui garantit la double étanchéité entre le liquide stocké et l'environnement et est équipé d'un système de détection de fuite;

26° réservoir en batterie : ensemble de récipients fixes alimentés par une même tuyauterie de remplissage;

27° réservoir enterré : réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante ou le matériau de remblai;

28° réservoir existant : réservoir en activité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

29° système anti-débordement : système permettant un arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir;

30° système de détection de fuite : système permettant la détection d'un manque d'étanchéité, de manière permanente, d'une des parois d'un réservoir ou d'une tuyauterie;

31° utilisation mixte : réservoir utilisé simultanément à des fins de chauffage de bâtiments selon le présent arrêté et à une activité soumise à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 ou à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007;

32° zone de prévention : zone de prévention définie à l'article D2, 94°, du Livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau.

CHAPITRE II. — *Mise en conformité*

Art. 3. § 1^{er}. Endéans les trois ans de toute cession immobilière par laquelle il a pris possession du dépôt, le propriétaire du dépôt ou son mandataire met son dépôt en conformité. En conséquence, il fait appel à un contrôleur pour :

1° contrôler le dépôt conformément à l'article 37;

2° attribuer une plaquette visée à l'article 38.

Le délai repris à l'alinéa 1^{er} est de deux ans pour les réservoirs situés en zone de prévention.

§ 2. En cas de défaut de respect des dispositions du paragraphe 1^{er}, le Ministre arrête les mesures en vue d'interdire l'approvisionnement du dépôt.

Art. 4. Sans préjudice l'article 3, § 1^{er}, lors d'une cession immobilière, le cédant fournit au cessionnaire l'attestation de mise en service du dépôt ou le dernier contrôle périodique effectué.

CHAPITRE III. — *Guide technique*

Art. 5. § 1^{er}. L'Administration élabore le guide technique qui comprend de manière détaillée, les procédures techniques et les modalités auxquelles satisfont la construction et le placement des dépôts. Les principaux éléments du guide technique sont détaillés à l'annexe 1. Ce guide sera régulièrement actualisé.

§ 2. Tout dépôt ou procédure technique, ne répondant pas aux prescriptions du guide technique ou aux prescriptions des normes reprises à l'annexe 2, fait l'objet d'un dossier de demande d'équivalence auprès de l'Administration. Ce dossier démontre que les réservoirs, équipements ou procédures techniques proposés sont équivalents à ceux repris dans le guide technique et dans le présent arrêté.

§ 3. Les réservoirs existants répondent aux prescriptions du guide technique.

CHAPITRE IV. — *Livraison*

Art. 6. L'approvisionnement d'un réservoir est interdit si l'une des conditions suivantes est rencontrée :

1° une plaquette, verte ou orange, mentionne une date de validité dépassée;

2° une plaquette rouge est présente;

3° le réservoir n'est pas équipé d'un système anti-débordement fonctionnel défini aux articles 8 ou 50, § 3, 5°.

Art. 7. La procédure de livraison est conforme aux dispositions du guide technique.

CHAPITRE V. — *Réservoirs et équipements*

Section 1^{ère}. — Dispositions communes

Art. 8. Les réservoirs, systèmes anti-débordement, protections cathodiques et systèmes de détection de fuite répondent aux prescriptions des normes reprises à l'annexe 2. Toute autre norme européenne présentant des garanties similaires peut être reconnue par l'Administration.

Art. 9. Le réservoir présente une double protection entre le contenu et le sol.

Art. 10. Chaque réservoir est équipé d'origine des équipements annexes hormis la partie déportée des tuyauteries.

Art. 11. § 1^{er}. Chaque réservoir équipé d'origine est muni d'une estampille du constructeur visible et accessible après placement qui reprend au minimum :

1° le nom du constructeur;

2° le type de réservoir;

3° le numéro de série du réservoir;

4° l'année de construction;

5° la capacité totale du réservoir, en litre ou en mètre cube.

§ 2. Un certificat de conformité du réservoir vis-à-vis de la norme qui lui est applicable est fourni avec le réservoir par le constructeur et reprend au minimum les informations du paragraphe 1^{er}, 1° à 5°, ainsi que les informations relatives aux équipements annexes.

Art. 12. Le soutirage s'effectue par le haut du réservoir.

Art. 13. Il est interdit de remplir un réservoir avec d'autres liquides que du mazout.

Art. 14. La stabilité et la fixation du réservoir sont assurées en toutes circonstances météorologiques. Le réservoir repose sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent provoquer son renversement, son endommagement ou sa rupture.

Art. 15. Les réservoirs existants à simple paroi peuvent être doublés selon les prescriptions du guide technique en vue de répondre au prescrit de l'article 11.

Art. 16. Les réservoirs aériens simple paroi, placés dans un encuvement non étanche ou une fosse non étanche, ne sont pas considérés à double protection.

Section 2. — Réservoirs aériens

Art. 17. Toutes les mesures sont prises pour éviter tout choc du réservoir aérien avec des véhicules.

Si les réservoirs aériens se trouvent sous les lignes électriques aériennes, toutes les dispositions adéquates sont prises pour éviter tout contact des câbles avec ces réservoirs.

Art. 18. Les espacements minimaux à laisser autour des réservoirs aériens en encuvement ou en fosse étanche sont les suivants :

1° entre la paroi du réservoir et les murs : cinquante centimètres;

2° entre la paroi du réservoir et le radier : vingt centimètres;

3° entre le couvercle du trou d'homme et le plafond : cinquante centimètres.

La distance visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est appliquée entre deux réservoirs excepté pour les réservoirs en batterie tels que définis à l'article 2, 26°.

Section 3. — Réservoirs enterrés

Art. 19. Les réservoirs enterrés sont équipés d'origine d'une rehausse solidaire afin d'assurer l'étanchéité de la chambre de visite aux liquides, lorsque cette dernière existe.

Art. 20. Les réservoirs répondant à la norme NBN T44-002 relative aux réservoirs cylindriques horizontaux en polyéthylène à double paroi, enroulés en spirale, soudés, pour le stockage enterré sans pression de carburants ou combustibles pétroliers liquides à point d'éclair compris entre 55° C et 100° C- sont interdits.

Les réservoirs existants visés à l'alinéa 1^{er} sont considérés comme des réservoirs simple paroi.

Section 4. — Réservoirs en batterie

Art. 21. Les réservoirs en batterie sont raccordés entre eux conformément aux prescriptions du constructeur et, à défaut, aux prescriptions du guide technique.

Art. 22. L'équilibrage par le bas des réservoirs en batterie est interdit.

L'équilibrage par le bas des réservoirs en batterie placé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est uniquement autorisé s'ils sont placés dans un encuvement.

Section 5. — Équipements annexes

Sous-section 1^{ère}. — Tuyauteries

Art. 23. § 1^{er}. Des dispositions préventives sont prises pour que les tuyauteries enterrées soient protégées contre toutes contraintes extérieures.

§ 2. Toute tuyauterie métallique est protégée contre la corrosion.

§ 3. Les tuyauteries enterrées transportant du mazout sont à double paroi ou à simple paroi placées dans un caniveau ou gaine étanche au mazout. Ce caniveau ou gaine présente une légère pente continue vers un dispositif de recueil facilement accessible.

§ 4. La tuyauterie de retour, entre la chaudière et le réservoir est interdite, sauf contrainte technique justifiée.

Art. 24. Toute tuyauterie est construite dans un matériau résistant aux hydrocarbures et donnant toutes les garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques des hydrocarbures.

Art. 25. L'orifice de remplissage du réservoir ou de la tuyauterie associée est équipé d'un dispositif permettant d'assurer l'étanchéité de la connexion entre le réservoir et le camion.

Art. 26. Si les orifices de remplissage sont enterrés, ceux-ci sont placés dans une chambre de visite étanche ou dans une enceinte de protection étanche afin :

1° de retenir le mazout en cas de débordement ou d'égouttures durant la livraison;

2° d'éviter l'accumulation d'eau de pluie.

Art. 27. § 1^{er}. Le réservoir est muni d'un évent débouchant à l'air libre et dimensionné de manière à éviter toute dépression ou surpression à l'intérieur du réservoir. Son diamètre est au moins égal à la moitié de celui de la tuyauterie de remplissage sans être inférieur à un pouce.

Un évent débouchant dans une chambre de visite ventilée est considéré comme débouchant à l'air libre.

§ 2. Les événements sont conçus et placés de manière à ne prévoir aucune entrée d'eau dans le réservoir en toute circonstance.

Sous-section 2. — Système anti-débordement

Art. 28. Chaque réservoir est équipé d'un système anti-débordement conforme à la norme figurant à l'annexe 2.

Les systèmes anti-débordement, permettant un arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir lorsque celui-ci a atteint au maximum nonante-huit pour cent de sa capacité nominale et placés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont autorisés.

Sous-section 3. — Système de détection de fuite

Art. 29. § 1^{er}. Les réservoirs double paroi sont équipés d'un système de détection de fuite de classe 1 au sens des normes NBN EN 13160-1 et NBN EN 13160-2.

§ 2. Les systèmes de détection de fuite de classe 2 sont uniquement autorisés pour les réservoirs double paroi existants pour autant que ces systèmes répondent aux normes NBN EN 13160-1 et NBN EN 13160-3 visées en annexe 2.

En cas de non-respect des normes visées à l'alinéa 1^{er}, le réservoir double paroi est équipé d'un système de détection de fuite de classe 1.

Art. 30. § 1^{er}. Les réservoirs aériens simple paroi placés dans un bac de rétention sont équipés d'un système de détection de fuite de classe 3 au sens des normes NBN EN 13160-1 et NBN EN 13160-4.

§ 2. Les systèmes de détection de fuite de classe 3 pour lesquels seule une alarme visuelle ou sonore est présente peuvent être reconnus par l'Administration.

Sous-section 4. — Jauge

Art. 31. § 1^{er}. Le jaugeage s'effectue par la partie supérieure des réservoirs.

§ 2. La jauge donne une estimation précise de la quantité de mazout dans le réservoir. Chaque type de jauge est gradué en litres, en pourcentage de la capacité nominale ou dispose d'une table de conversion.

§ 3. Les dispositifs de jaugeage par tuyau latéral transparent externe au réservoir sont interdits.

Sous-section 5. — Mise à la terre et protection cathodique

Art. 32. Les réservoirs métalliques et leurs tuyauteries métalliques sont mis à la terre.

Art. 33. Les réservoirs métalliques, et leurs tuyauteries métalliques, distants de moins de deux cents mètres d'une ligne de chemin de fers ou de tram sont équipés d'une protection cathodique.

CHAPITRE VI. — Contrôles et mise hors service

Section 1^{ère}. — Contrôle avant la mise en service et contrôle périodiqueSous-section 1^{ère}. — La mise en service

Art. 34. § 1^{er}. Pendant la mise en place d'un dépôt, un rapportage est réalisé conformément au guide technique par l'entreprise en charge des travaux de placement ou, à défaut, le propriétaire du dépôt ou son mandataire. Ce rapportage comprend au minimum :

1° les coordonnées de la personne ou de la société responsable du placement du dépôt;

2° un rapportage photographique reprenant :

a) pour les réservoirs enterrés :

- la situation avant travaux;
- la fouille accueillant le ou les réservoirs;
- le dispositif d'amarrage du réservoir;
- les différentes phases de remblaiement de la fouille;
- le réservoir et ses raccordements;

b) pour les réservoirs aériens :

- la situation avant travaux;
- le dispositif de fixation ou de soutien du réservoir;
- le réservoir et ses raccordements;
- le cas échéant, l'encuvement, ou le bac de rétention.

§ 2. À l'issue de la mise en place du dépôt, la première livraison de mazout se fait sous la responsabilité de l'installateur du dépôt.

§ 3. Endéans les trente jours de la mise en place du dépôt, le propriétaire du dépôt ou son mandataire fait appel à un contrôleur pour réaliser le contrôle visé à l'article 37.

Art. 35. § 1^{er}. Pour la mise en service du dépôt, le contrôleur vérifie :

1° la conformité du dépôt vis-à-vis des certificats visés à l'article 11, § 2;

2° l'étanchéité de manière visuelle du ou des réservoirs et des raccordements aériens;

3° la fonctionnalité des équipements annexes;

4° le rapportage visé à l'article 34.

§ 2. Suite à son contrôle, le contrôleur délivre au propriétaire du dépôt ou à son mandataire une attestation de mise en service garantissant la conformité du dépôt vis-à-vis du présent arrêté et du guide technique. Au minimum, les documents visés au paragraphe 1^{er}, 1° et 4°, sont annexés à l'attestation de mise en service.

§ 3. La mise en service du dépôt peut être uniquement réalisée après délivrance d'une attestation de mise en service et après la pose d'une plaquette verte visée à l'article 38, § 2, 1°, par le contrôleur.

Sous-section 2. — Contrôle périodique

Art. 36. § 1^{er}. Tous les dix ans, chaque dépôt est contrôlé conformément aux prescriptions du guide technique par un contrôleur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, sont contrôlés conformément aux prescriptions du guide technique tous les trois ans, par un contrôleur, les dépôts constitués d'un ou plusieurs réservoirs :

1° existants enterrés simple paroi;

2° existants aériens simple paroi non placés dans un encuvement, une fosse étanche ou un bac de rétention;

§ 3. Les périodicités visées aux paragraphes 1^{er} et 2 se calculent à partir de la date de l'attestation de mise en service du dépôt ou du dernier contrôle périodique effectué.

Art. 37. § 1^{er}. Le contrôle périodique comprend au minimum :

- 1° le contrôle visuel des parties visibles du ou des réservoirs et, le cas échéant, de l'encuvement ou du bac de rétention;
- 2° le contrôle visuel de l'étanchéité du ou des réservoirs et des raccordements;
- 3° le contrôle de l'efficacité du système anti-débordement et, le cas échéant, du système permanent de détection de fuites ainsi que des autres équipements annexes;
- 4° le contrôle du bon fonctionnement de la mise à la terre et, le cas échéant, de la protection cathodique pour les réservoirs métalliques enfouis.

Complémentairement aux points 1° à 4°, une épreuve d'étanchéité est réalisée pour les réservoirs enterrés et leurs tuyauteries.

Pour les réservoirs aériens dont la totalité de la surface extérieure n'est pas accessible pour un contrôle visuel, le contrôleur peut proposer une épreuve d'étanchéité. Le guide technique précise les cas pour lesquels une épreuve d'étanchéité est réalisée.

§ 2. Les vérifications visuelles visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, sont réalisées suivant les prescriptions du guide technique.

Art. 38. § 1^{er}. A la suite du contrôle visé à l'article 37, une attestation de contrôle périodique est rédigée par le contrôleur et une plaquette de couleur visible, lisible, infalsifiable, indélébile et résistante aux hydrocarbures solidement fixée et validée par un plombage sur la conduite de remplissage, à proximité directe de l'orifice de remplissage, contient les mentions suivantes :

- 1° la capacité totale du réservoir en litres;
- 2° l'adresse du réservoir;
- 3° les coordonnées du contrôleur qui appose la plaquette de couleur;
- 4° la date du contrôle;
- 5° l'échéance de la validité de la plaquette de couleur.

La plaquette de couleur est apposée par le contrôleur sur base de son jugement d'expert.

§ 2. Sur la base du contrôle, la plaquette est de couleur :

1° verte : si le dépôt fait l'objet d'une attestation de mise en service visée à l'article 35, § 2, ou d'une attestation de contrôle périodique visée au paragraphe 1^{er} déclarant ce dépôt étanche et conforme au présent arrêté. Seul le réservoir muni d'une plaquette verte peut être approvisionné;

2° orange : si le dépôt ne présente pas un risque pour la livraison ou un risque environnemental mais nécessite des réparations ou modifications d'équipements annexes. Un réservoir muni d'une plaquette orange peut encore être approvisionné pendant une période de six mois maximum non renouvelable. Ce délai prend court le premier jour du mois suivant le mois renseigné sur la plaquette orange;

3° rouge : si le dépôt présente un risque environnemental. Un réservoir muni d'une plaquette rouge est, dans un délai de deux mois endéans la pose de la plaquette, réparé ou mis hors service. Le réservoir muni d'une plaquette rouge ne peut plus être approvisionné.

Par risque environnemental, l'on entend :

- 1° le manque d'étanchéité du réservoir ou d'une de ses tuyauteries pouvant entraîner une contamination du sol ou de l'eau;
- 2° l'absence ou un dysfonctionnement du système anti-débordement;
- 3° un manque de stabilité du réservoir;
- 4° une corrosion avancée d'une des parois du réservoir;
- 5° tout autre motif justifié par le contrôleur au regard des dispositions du guide technique.

§ 3. Les personnes morales soumises à la réglementation relative aux marchés publics peuvent, sur demande dûment motivée à l'Administration, bénéficier d'un délai supplémentaire aux périodes visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2° et 3°.

Art. 39. Les conditions techniques de délivrance des plaquettes de couleur sont reprises dans le guide technique.

Art. 40. Le fonctionnaire chargé de la surveillance peut imposer au propriétaire du dépôt, ou à son mandataire, la réalisation, à tout moment, par un contrôleur, du contrôle visé à l'article 37.

Section 2. — Mise hors service temporaire et mise hors service définitive

Sous-section 1^{ère}. — Mise hors service temporaire

Art. 41. § 1^{er}. Le réservoir muni d'une plaquette rouge est mis hors service temporairement le plus rapidement possible selon les prescriptions du guide technique, excepté si la plaquette rouge est uniquement liée à l'absence ou au dysfonctionnement du système anti-débordement.

§ 2. Suite à la mise hors service temporaire du réservoir :

- 1° si le réservoir est réparé ou stabilisé, il est remis en service avant tout remplissage et uniquement après que les réparations ou la stabilité aient été attestées par un contrôleur;
- 2° dans les cas visés à l'article 38, § 2, alinéa 2, 1° et 4°, si le réservoir n'est pas réparé, il est mis hors service définitivement conformément aux articles 42 et 43.

Sous-section 2. — Mise hors service définitive

Art. 42. § 1^{er}. Avant la mise hors service définitive d'un réservoir enterré, le dépôt fait l'objet d'un contrôle visuel visé à l'article 37, § 1^{er}, 1° et 2°, et d'une épreuve d'étanchéité.

Le contrôle visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas nécessaire si un contrôle d'étanchéité visé à l'article 37 a été réalisé endéans un an avant la date de mise hors service du réservoir.

§ 2. Si le contrôle visé au paragraphe 1^{er} indique que le réservoir a pu générer une pollution du sol, le contrôleur prévient le fonctionnaire chargé de la surveillance et l'Administration.

Art. 43. En cas de mise hors service définitive d'un réservoir et de ses équipements annexes, le réservoir est vidé, dégazé et nettoyé. Les équipements annexes, dont les tuyauteries, associés à ce réservoir sont vidés.

Complémentaire aux dispositions de l'alinéa 1^{er} :

- 1° le réservoir aérien est enlevé;
- 2° le réservoir enterré est rempli de sable ou d'un autre matériau inerte équivalent ou enlevé;
- 3° les tuyauteries aériennes sont enlevées;
- 4° la tuyauterie de remplissage est enlevée ou condamnée de manière à rendre impossible toute livraison.

Les résidus de nettoyage sont évacués par un transporteur ou un collecteur agréé qui délivre une attestation d'évacuation.

Art. 44. § 1^{er}. Le propriétaire du dépôt ou son mandataire tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance tout document attestant de la mise hors service d'un réservoir, à savoir :

- 1° le certificat de dégazage;
- 2° le certificat d'évacuation des résidus de nettoyage;
- 3° le certificat du dernier contrôle d'étanchéité, en ordre de validité;
- 4° le cas échéant, l'attestation d'évacuation du réservoir ou le certificat d'inertage comportant le type de matériau utilisé et la quantité mise en œuvre.

Art. 45. Les réservoirs mis définitivement hors service conformément aux articles 47 et 48 ne peuvent plus être utilisés comme réservoirs à des fins de stockage d'hydrocarbures.

CHAPITRE VII. — *Obligations du propriétaire*

Art. 46. Le propriétaire du dépôt ou son mandataire :

- 1° est tenu de réaliser ou de faire réaliser le rapportage visé à l'article 34;
- 2° fait appel à un contrôleur pour les contrôles visés aux articles 35, 37, 41, § 2, 1°, et 42;
- 3° veille à ce que l'estampille et la plaquette de couleur de chacun des réservoirs restent clairement lisibles et visibles en tout temps;
- 4° maintient le volume de l'encuvement libre de tout objet ou liquide;
- 5° est responsable du bon fonctionnement de l'alarme visuelle ou sonore du système de détection de fuite et des équipements annexes;
- 6° protège et entretient le réservoir métallique contre la corrosion;
- 7° met hors service le réservoir selon les prescriptions des articles 42 ou 43.

CHAPITRE VIII. — *Contrôleurs*

Art. 47. Les contrôleurs ne peuvent pas être liés directement ou indirectement à :

- 1° un fabricant, importateur ou vendeur de réservoirs ou d'équipements annexes soumis à contrôle en vertu du présent arrêté;
- 2° l'installateur du dépôt pour lequel ils effectuent un contrôle;
- 3° le propriétaire du dépôt pour lequel ils effectuent un contrôle, ou son mandataire.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

Section 1^{ère}. — Dispositions modificatives

Sous-section 1^{ère}. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service

Art. 48. Le titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 est complété par les mots « et les dépôts de mazout utilisés à des fins de chauffage d'une capacité comprise entre 500 et 24.999 litres. ».

Sous-section 2. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classés

Art. 49. Dans l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, l'intitulé de la rubrique 63.12.09.03.01 est remplacée par ce qui suit : « 63.12.09.03.01 supérieure ou égale à 3.000 litres et inférieure à 25.000 litres à l'exclusion des dépôts utilisés à des fins de chauffage de bâtiment ».

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 50. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux dépôts existants.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les articles 8 à 10, 18, 19, 23, § 4, et 33 ne s'appliquent pas aux dépôts existants.

§ 3. Endéans les trois ans après cession immobilière :

- 1° les réservoirs existants double-paroi non équipé d'un système de détection de fuite sont équipés d'un système de détection de fuite de classe 1 au sens des normes NBN EN 13160-1 et NBN 13160-2;
- 2° le soutirage du réservoir est conforme à l'article 12;
- 3° les réservoirs placés en batterie sont équipés d'un kit de raccordement ad hoc et placé conformément au guide technique;
- 4° les événements sont conformes à l'article 27;
- 5° les réservoirs existants sont équipés d'un système anti-débordement conforme à l'article 28;
- 6° les réservoirs existants placés dans un bac de rétention sont équipés d'un système de détection de fuite de classe 3 répondant aux prescriptions des normes NBN EN 13160-1 et NBN 13160-4
- 7° les jauges à flotteur pour les réservoirs enterrés sont remplacées par une jauge telle que visée à l'article 31;
- 8° une fosse étanche accueillant un ou plusieurs réservoirs existants simple paroi est équipée d'un système de détection de fuite de classe 3 répondant aux prescriptions des normes NBN EN 13160-1 et NBN 13160-4.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5^o, les systèmes anti-débordement de type sifflet, placés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont autorisés pour autant que :

- 1^o ceux-ci soient conformes au guide technique;
- 2^o et que l'orifice de remplissage ne soit pas délocalisé.

Art. 51. § 1^{er}. Les déclarations de classe 3, au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté dans le cadre de la rubrique 63.12.09.03.01 pour des dépôts utilisés à des fins de chauffage de bâtiments restent valables jusqu'à leur date d'échéance.

§ 2. Lorsque le dépôt fait l'objet d'une utilisation mixte, seules les prescriptions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont d'application.

Art. 52. Endéans les deux ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le propriétaire d'un réservoir existant soumis aux prescriptions des conditions intégrales du 17 juillet 2003 avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, et non muni d'une plaquette de couleur, fait appel à un contrôleur pour :

- 1^o contrôler le dépôt conformément à l'article 37;
- 2^o attribuer une plaquette telle que visée à l'article 38.

Art. 53. Les plaquettes de couleurs délivrées conformément aux conditions intégrales du 17 juillet 2003 sont valables jusqu'à leur date d'échéance.

Art. 54. Endéans un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté, les réservoirs parallélépipédiques enterrés sont définitivement mis hors service conformément aux articles 42 et 43.

Section 3. — Dispositions finales

Art. 55. Le présent arrêté entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 56. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 1 : Contenu minimum du guide technique

Le guide technique comporte au minimum les prescriptions sur les points suivants :

Chapitre I : Livraison

Procédure de livraison :

- o Réception de la commande
- o Livraison-Déchargement
- o Vérifications post-livraison.

Chapitre II : Réservoirs

1. Doublage d'un réservoir simple paroi
2. Espaces minimaux autour des réservoirs aériens existants

Chapitre III : Equipements annexes

1. Tuyauteries

Conformité d'une tuyauterie d'évent

2. Système anti-débordement

Conformité d'un système anti-débordement de type sifflet placé sur les réservoirs existants

Chapitre IV : Procédure d'approbation des nouveaux types de réservoirs - certification d'un réservoir.

Chapitre VI : Procédure d'équivalence vis-à-vis d'une norme ou d'une prescription technique

Chapitre VII : Contrôles

1. Check-list de contrôle

§ Contrôle à la mise en service;

§ Contrôle périodique;

§ Contrôle d'un réservoir aérien;

§ Contrôle d'un réservoir parallélépipédique;

§ Contrôle de la protection cathodique.

2. Procédure de contrôle du système de détection de fuite

§ Contrôle du système de détection de fuite de classe 1;

§ Contrôle du système de détection de fuite de classe 2;

§ Contrôle du système de détection de fuite de classe 3;

§ Contrôle d'un réservoir équipé d'une baudruche.

3. Règles d'attribution des plaquettes de couleurs

4. Réalisation d'une épreuve d'étanchéité

5. Epreuve d'étanchéité d'un réservoir équipé d'une baudruche

Chapitre VIII : Mise hors service

1. Procédure de mise hors service temporaire
2. Procédure de mise hors service définitive

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 relatif à la gestion des dépôts de mazout utilisés à des fins de chauffage d'une capacité comprise entre 500 et 24.999 litres et modifiant diverses dispositions en la matière.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 2 : Normes de référence

I. RESERVOIRS

Réservoirs aériens :

Construction :

1. Les réservoirs métalliques répondent aux prescriptions de la norme de construction NBN EN 12285-2 : Réservoirs en acier fabriqués en atelier - partie 2 : réservoirs horizontaux à simple et double paroi pour le stockage aérien des liquides inflammables et non inflammables polluants l'eau dans sa version en vigueur à la date de mise en place du réservoir.

Les réservoirs métalliques parallélépipédiques d'une capacité de 500 à 24.999 litres soudés en atelier ou in situ répondent à la norme française NF E 86- 255 : Réservoirs de stockage, Réservoirs parallélépipédique en acier de capacité 1500 litres et au-dessus pour le stockage non enterré de gazole, fuel domestique et liquides divers, dans sa version en vigueur à la date de mise en place.

2. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion conformément aux prescriptions de la norme NBN EN 12285-1: Réservoirs en acier fabriqués en atelier - partie 1 : réservoirs horizontaux cylindriques à simple et double paroi pour le stockage enterré des liquides inflammables et non inflammables polluants l'eau, dans sa version en vigueur à la date de mise en place du réservoir.

Toute autre protection présentant une résistance équivalente peut être acceptée pour autant qu'elle fournisse un niveau de protection environnementale équivalent à la norme précitée.

3. Les réservoirs en thermoplastiques ou en polyéthylène répondent aux prescriptions de la norme de construction NBN EN 13341+A1 : Réservoirs statiques en thermoplastiques destinés au stockage non enterré de fioul domestique de chauffage, de pétrole lampant et de gazole - Réservoirs en polyéthylène moulés par soufflage et par rotation et réservoirs moulés par rotation fabriqués en polyamide 6 polymérisé de manière anionique - Exigences et méthodes d'essai.

4. Les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en plastiques thermodurcissables renforcés répondent aux prescriptions de la norme NBN EN 13121-3 : réservoirs et récipients en PRV pour applications hors sol - partie 3 : conception et fabrication dans sa version en vigueur à la date de mise en service du réservoir ou à toute autre norme européenne équivalente reconnue par l'Administration selon la procédure présente dans le guide technique.

Implantation :

1. Les réservoirs métalliques d'une capacité de 500 et 24.999 litres répondent aux prescriptions de la norme NBN I.03.002 Réservoirs cylindriques horizontaux en acier pour hydrocarbures liquides (point éclair sup. à 55°C et inf. à 100°C) d'une capacité de 0,5 à 250 m³ - Transport, mise en place et raccordement dans sa version en vigueur à la date de mise en place du réservoir.

2. Les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en plastiques thermodurcissables renforcés répondent aux prescriptions de la norme EN 13121-4 : Réservoirs et récipients en PRV pour applications hors sol - partie 4 : livraison, installation et maintenance dans sa version en vigueur à la date de mise en service du réservoir ou à toute autre norme européenne équivalente reconnue par l'Administration selon la procédure présente dans le guide technique.

Réservoirs enterrés :

Construction :

Les réservoirs métalliques double paroi répondent aux prescriptions de la norme de construction NBN EN 12285-1 : Réservoirs en acier fabriqués en atelier - partie 1 : réservoirs horizontaux à simple et double paroi pour le stockage enterré des liquides inflammables et non inflammables polluants l'eau dans sa version en vigueur à la date de mise en place du réservoir ou à toute autre norme européenne équivalente reconnue par l'Administration selon la procédure présente dans le guide technique.

Implantation :

Les réservoirs métalliques d'une capacité de 500 et 24.999 litres répondent aux prescriptions de la norme NBN I.03.002 Réservoirs cylindriques horizontaux en acier pour hydrocarbures liquides (point éclair sup. à 55°C et inf. à 100°C) d'une capacité de 0,5 à 250 m³ - Transport, mise en place et raccordement dans sa version en vigueur à la date de mise en place du réservoir ou à toute autre norme européenne équivalente reconnue par l'Administration selon la procédure présente dans le guide technique.

II. Système anti-débordement

Les systèmes anti-débordement répondent aux prescriptions de la norme EN-13616-2: 2016 : Dispositifs limiteurs de remplissage pour réservoirs statiques pour carburant liquides - Partie 2 : Dispositifs limiteurs de remplissage sans dispositif de fermeture.

III. Système de détection de fuite.

1. Les systèmes de détection de fuite de classe 1 répondent aux prescriptions des normes NBN EN 13160-1 et NBN EN 13160-2 (système sous pression ou dépression) dans leur version en vigueur à la date de mise en service dudit système ou toute autre norme européenne équivalente.

2. Les systèmes de détection de fuite de classe 2 répondent aux prescriptions des normes NBN EN 13160-1 et NBN EN 13160-3 (systèmes fondés sur des détecteurs de liquide et/ou de gaz) dans leur version en vigueur à la date de mise en service dudit système ou toute autre norme européenne équivalente.

3. Les systèmes de détection de fuite de classe 3 répondent aux prescriptions des normes NBN EN 13160-1 et NBN EN 13160-4 (systèmes fondés sur des détecteurs de liquide et/ou de gaz) dans leur version en vigueur à la date de mise en service dudit système ou toute autre norme européenne équivalente.

IV. Protection cathodique

Les protections cathodiques répondent à la norme NBN EN 13636 dans leur version en vigueur à la date de mise en service de ladite protection ou toute autre norme européenne équivalente.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 relatif à la gestion des dépôts de mazout utilisés à des fins de chauffage d'une capacité comprise entre 500 et 24.999 litres et modifiant diverses dispositions en la matière.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205241]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über Heizöllageranlagen mit einem Fassungsvermögen zwischen 500 und 24.999 Litern und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3 Absatz 4, Artikel 21 Absatz 3, und Artikel 66;

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, Artikel 4 Absatz 2 Ziffer 4 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund der am 26. Juni 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. Februar 2019 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund des Berichts vom 20. Juni 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 11. März 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens binnen einer Frist von dreißig Tagen in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der am 25. März 2019 erfolgten Mitteilung an die Europäische Kommission gemäß Artikel 5 § 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass ist auf die zwecks der Heizung von Gebäuden eingesetzten Heizöllageranlagen mit einem Fassungsvermögen zwischen 500 und 24.999 Litern anwendbar.

Art. 2 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, der von seinem Generaldirektor oder dessen Beauftragten vertreten wird;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der integralen Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie der Lager in den Tankstellen;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007 zur Festlegung der integralen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen mit einem Flammpunkt von über 55°C bis 100°C für Motorfahrzeuge zu gewerblichen Zwecken außer dem Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zwecks der Versorgung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder auf eigene Rechnung, wobei diese Anlagen maximal zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffe bei mindestens 3.000 Litern und unter 25.000 Litern liegt;

- 4° Auffangbecken: ein undurchlässiges Behältnis, dessen Wände heizöldicht sind, das mit dem Behälter zu einem Ganzen verbunden ist, und dessen Fassungsvermögen gleich oder größer als das Fassungsvermögen des Behälters ist;
- 5° Fassungsvermögen: das gesamte Fassungsvermögen der die Lageranlage zusammenstellenden Behälter, in Liter Wasser;
- 6° Abtretung einer Immobilie: eine Abtretung nach Artikel 2 Ziffer 27 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;
- 7° Sammler von gefährlichen Abfällen: ein gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle (B.S. 23.06.1992) zugelassener Sammler;
- 8° Transporteur von gefährlichen Abfällen: ein gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle (B.S. 23.06.1992) zugelassener Transporteur;
- 9° Kontrolleur: eine mit der Inbetriebnahme und der periodischen Kontrolle einer Lageranlage beauftragte Person, die entweder ein im Fach Lageranlagen zugelassener fachkundiger Sachverständiger im Sinne von Artikel 681bis/73 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung oder ein zugelassener Techniker im Sinne von Artikel 634ter/4 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung ist;
- 10° Lageranlage: eine aus einem oder mehreren Behältern, die an einen Öl-Heizkessel oder einen Ölofen angeschlossen sind, bestehende Lagervorrichtung, einschließlich ihrer Zusatzausrüstungen;
- 11° bereits bestehende Lageranlage: eine Lageranlage, die aus einem oder mehreren bereits bestehenden Behältern besteht;
- 12° doppelter Schutz: ein einwandiger Behälter, der sich in einer Auffangwanne, einem Auffangbecken oder einer flüssigkeitsdichten Grube befindet, oder ein doppelwandiger Behälter;
- 13° Auffangwanne: eine ununterbrochene, wannenförmige Fläche mit für Heizöl undurchlässigen Wänden, die zur Aufstellung eines oder mehrerer oberirdischer Behälter dient, deren Struktur aus unbrennbarem Material besteht, und eine ausreichende mechanische und chemische Widerstandsfähigkeit gegen Heizöl aufweist. Diese Auffangfläche muss jederzeit hindernisfrei sein, und hat ein Fassungsvermögen, das mindestens dem Fassungsvermögen des größten Behälters oder aber der Hälfte des gesamten Fassungsvermögens aller in der Auffangwanne vorhandenen Behälter, je nachdem was der höchste Wert ist, entspricht;
- 14° Zusatzausrüstungen: die Entlüftungs- und Füllrohrleitungen, das Absaugsystem, der Überlaufschutz, das Leckererkennungssystem, der Füllstandsanzeiger, und die sonstigen an den Behälter angeschlossenen Bauteile;
- 15° Aufsichtsbeamter: die von der Regierung benannten, mit der Kontrolle der Anwendung der in Artikel D.138 genannten Gesetze und Dekrete beauftragten Bediensteten;
- 16° flüssigkeitsdichte Grube: eine unterirdische Konstruktion mit für alle Flüssigkeiten undurchlässigen Wänden zur Aufnahme einer Lageranlage;
- 17° technische Leitlinien: die in den in Artikel 18 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung erwähnten Wallonischen Kodex der guten fachlichen Praxis eingefügten Referenzleitlinien;
- 18° undurchlässig: mit einem dynamischen Durchlässigkeitskoeffizienten gegenüber Kohlenwasserstoffen unter 2.10-9 cm/s oder mit einer gesamten statischen Aufnahmefähigkeit für Wasser (NBN B 15-215) unter 7,5 %;
- 19° "ISSEP": das durch das Dekret vom 7. Juni 1990, insbesondere Artikel 4 § 3, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1998, gegründete wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public");
- 20° Heizöl: das Heizöl nach Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 2018 über die Bezeichnungen und Merkmale des Heizöls und des Dieselkraftstoffs im Sinne von Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2018 über die Bezeichnungen und Merkmale des Dieselkraftstoffs und der Benzinarten;
- 21° Flammpunkt: die nach der belgischen Norm EN ISO 2719 festgelegte Temperatur in geschlossenem Tiegel;
- 22° ortsfestes Behältnis: ein Behältnis, das angesichts seines Gewichts, seiner Bodenverankerung oder der an ihm befestigten Umfüllvorrichtungen nicht einfach zu verlegen ist;
- 23° Behälter: jedes ortsfeste Behältnis, das für die Lagerung von Heizöl benutzt wird;
- 24° oberirdischer Behälter: ein Behälter, der entweder unter freiem Himmel, oder in einem Raum, oder auch in einer nicht zugeschütteten, flüssigkeitsdichten Grube aufgestellt werden kann;
- 25° doppelwandiger Behälter: ein Behälter, der eine Doppelabdichtung zwischen der gelagerten Flüssigkeit und der Umwelt gewährleistet, und mit einem Leckererkennungssystem ausgestattet ist;
- 26° Batteriebehälter: eine Gruppe von ortsfesten Behältnissen, die anhand ein und derselben Füllleitung versorgt werden;
- 27° eingegrabener Behälter: ein Behälter, der sich völlig oder teilweise unter dem Bodenniveau befindet und dessen Wände in direktem Kontakt mit dem umgebenden Erdreich oder mit dem Schüttstoff stehen;
- 28° bereits bestehender Behälter: ein Behälter, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Betrieb ist;
- 29° Überlaufschutz: ein System, das die Befüllung des Behälters automatisch stoppen kann;
- 30° Leckererkennungssystem: ein System, das ständig Undichtigkeiten an einer der Wände eines Behälters oder an einer Leitung erkennen kann;
- 31° gemischte Nutzung: ein Behälter, der sowohl zum Zwecke der Heizung von Gebäuden im Sinne des vorliegenden Erlasses wie auch zum Zwecke einer Aktivität benutzt wird, die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 oder dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2007 unterliegt;
- 32° Präventivzone: eine Präventivzone im Sinne von Artikel D.2 Ziffer 94 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.

KAPITEL II — *Angeleichung an die geltenden Vorschriften*

Art. 3 - § 1. Innerhalb von drei Jahren nach jeder Abtretung einer Immobilie, durch die er die Lageranlage in Besitz genommen hat, hat der Eigentümer der Lageranlage oder sein Bevollmächtigter seine Lageranlage an die geltenden Vorschriften anzugleichen. Demzufolge wird ein Kontrolleur herangezogen, um

- 1° die Lageranlage in Übereinstimmung mit Artikel 37 zu kontrollieren;
- 2° eine Plakette im Sinne von Artikel 38 zuzuweisen.

Wenn sich der Behälter in einer Präventivzone befindet, ist die in Absatz 1 genannte Frist zwei Jahre.

§ 2. Wenn die Bestimmungen nach Paragraph 1 nicht eingehalten werden, erlässt der Minister Maßnahmen, um das Befüllen der Lageranlage zu untersagen.

Art. 4 - Bei der Abtretung einer Immobilie übermittelt der Veräußerer dem Erwerber unbeschadet von Artikel 3 § 1 die Bescheinigung über die Inbetriebnahme oder über die letzte durchgeführte periodische Kontrolle der Lageranlage.

KAPITEL III — *Technische Leitlinien*

Art. 5 - § 1. Die Verwaltung erarbeitet die technischen Leitlinien, die die ausführlichen technischen Verfahren und die Modalitäten für den Bau und die Aufstellung der Lageranlagen umfassen. Die wichtigsten Elemente der technischen Leitlinien werden in Anhang 1 aufgeführt. Diese Leitlinien werden regelmäßig aktualisiert.

§ 2. Jede Lageranlage bzw. jedes technische Verfahren, die bzw. das den Vorschriften der technischen Leitlinien oder den in Anhang 2 angeführten Normen nicht genügt, ist Gegenstand eines Gleichwertigkeitsantrags, dessen Akte bei der Verwaltung eingereicht wird. In dieser Akte wird nachgewiesen, dass die vorgeschlagenen Behälter, Ausrüstungen, oder technischen Verfahren mit denjenigen, die in den technischen Leitlinien und in vorliegendem Erlass angegeben werden, gleichwertig sind.

§ 3. Bereits bestehende Behälter haben den Vorschriften der technischen Leitlinien zu genügen.

KAPITEL IV — *Belieferung*

Art. 6 - Die Versorgung eines Behälters ist untersagt, wenn eine der nachstehenden Bedingungen vorhanden ist:

- 1° auf einer grünen oder orangefarbenen Plakette steht ein abgelaufenes Gültigkeitsdatum;
- 2° es gibt eine rote Plakette;
- 3° die Lageranlage verfügt über keinen funktionsfähigen Überlaufschutz nach Artikel 8 oder 50 § 3 Ziffer 5.

Art. 7 - Das Belieferungsverfahren genügt den Vorschriften der technischen Leitlinien.

KAPITEL V — *Behälter und Ausrüstungen**Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen*

Art. 8 - Die Behälter, Überlaufschutzsysteme, kathodischen Schutzvorrichtungen und Leckerkennungssysteme genügen den in Anhang 2 angeführten Normen. Andere europäische Normen mit gleichwertigen Garantien können von der Verwaltung anerkannt werden.

Art. 9 - Der Behälter bietet einen doppelten Schutz zwischen dem Inhalt und dem Boden.

Art. 10 - Jeder Behälter ist standardmäßig mit den Zusatzausrüstungen ausgestattet, mit Ausnahme des ausragenden Teils der Leitungen.

Art. 11 - § 1. Jeder ab Werk standardmäßig ausgerüstete Behälter ist mit einem nach der Aufstellung sichtbaren und zugänglichen Stempel des Herstellers versehen, auf dem sich mindestens die folgenden Angaben befinden:

- 1° Name des Herstellers;
- 2° Art des Behälters;
- 3° Seriennummer des Behälters;
- 4° Baujahr;
- 5° gesamtes Fassungsvermögen des Behälters in Litern oder Kubikmetern.

§ 2. Zusammen mit dem Behälter liefert der Hersteller eine Konformitätsbescheinigung, die sich auf die auf den Behälter anwendbare Norm bezieht, und mindestens die in § 1 Ziffern 1 bis 5 stehenden Angaben sowie die Informationen in Bezug auf die Zusatzausrüstungen anführt.

Art. 12 - Das Abziehen von Flüssigkeiten wird am oberen Teil des Behälters durchgeführt.

Art. 13 - Es wird untersagt, einen Behälter mit anderen Flüssigkeiten als Heizöl zu füllen.

Art. 14 - Die Stabilität und die Festigkeit des Behälters sind unter allen Wetterumständen gewährleistet. Der Behälter befindet sich auf einer Stützfläche, die so gestaltet ist, dass zu große Spannungen oder ungleiche Bodensenkungen sein Umkippen, seine Beschädigung oder seinen Bruch nicht verursachen können.

Art. 15 - Bestehende einwandige Behälter können im Hinblick auf die Einhaltung der Vorschriften nach Artikel 11 in Übereinstimmung mit den technischen Leitlinien mit einer Doppelwand versehen werden.

Art. 16 - Es gilt, dass oberirdische einwandige Behälter, die sich in einer undichten Auffangwanne oder einer undichten Grube befinden, nicht über einen doppelten Schutz verfügen.

Abschnitt 2 — Oberirdische Behälter

Art. 17 - Alle erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um jeglichen unfallbedingten Stoß des oberirdischen Behälters mit Fahrzeugen zu vermeiden.

Falls sich oberirdische Behälter unter oberirdisch verlegten Stromleitungen befinden, werden angemessene Vorkehrungen getroffen, um jegliche unbeabsichtigte Berührung der Kabel mit den Behältern zu vermeiden.

Art. 18 - Die Mindestabstände, die um oberirdische Behälter, die sich in einer Auffangwanne oder einer flüssigkeitsdichten Grube befinden, herum einzuhalten sind, sind die folgenden:

- 1° zwischen der Wand des Behälters und den Mauern: fünfzig Zentimeter;
- 2° zwischen der Wand des Behälters und der Bodensole: zwanzig Zentimeter;
- 3° zwischen dem Deckel des Mannlochs und der Raumdecke: fünfzig Zentimeter.

Der Abstand nach Absatz 1 Ziffer 1 wird ebenfalls zwischen zwei Behältern eingehalten, außer im Falle von Batteriebehältern im Sinne von Artikel 2 Ziffer 26.

Abschnitt 3 — Eingrabene Behälter

Art. 19 - Eingrabene Behälter sind ab Werk standardmäßig mit einem angeschweißten Domschacht ausgerüstet, um die Dichtheit gegen Flüssigkeiten zu gewährleisten, wenn ggf. ein Kontrollschacht eingerichtet wird.

Art. 20 - Behälter nach der Norm NBN T44-002 in Bezug auf horizontale zylindrische doppelwandige, spiralförmig gewickelte, geschweißte Behälter aus Polyäthylen für die unterirdische drucklose Lagerung von flüssigen Treibstoffen oder Erdölbrennstoffen mit einem Flammpunkt zwischen 55° C und 100° C sind untersagt.

In Absatz 1 genannte, bestehende Behälter werden als einwandige Behälter betrachtet.

Abschnitt 4 — Batteriebehälter

Art. 21 - Batteriebehälter werden untereinander nach den Vorschriften des Herstellers oder anderenfalls nach den Vorschriften der technischen Leitlinien angeschlossen.

Art. 22 - Der Ausgleich zwischen Batteriebehältern darf nicht von unten aus erfolgen.

Eine vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bestehende Vorrichtung zum Ausgleich zwischen Batteriebehältern von unten aus ist erlaubt, wenn sich diese Behälter in einer Auffangwanne befinden.

Abschnitt 5 — Zusatzausrüstungen

Unterabschnitt 1 - Rohrleitungen

Art. 23 - § 1. Vorbeugemaßnahmen werden getroffen, um eingrabene Rohrleitungen gegen äußere Belastungen zu schützen.

§ 2. Metallrohre sind gegen Korrosion zu schützen.

§ 3. Eingrabene Rohrleitungen, durch die Heizöl fließt, sind entweder doppelwandig, oder aber einwandig wenn sie sich in einer heizöldichten Rinne oder Hülle befinden. Diese Rinne bzw. Hülle weist ein leichtes kontinuierliches Gefälle zu einer leicht zugänglichen Auffangvorrichtung auf.

§ 4. Das Vorhandensein einer Rücklaufleitung zwischen dem Heizkessel und dem Behälter ist untersagt, außer im Falle eines begründeten technischen Zwangs.

Art. 24 - Alle Rohrleitungen sind aus einem gegenüber Kohlenwasserstoffen beständigen Material, das alle Garantien der Widerstandsfähigkeit gegen die mechanischen, physikalischen, chemischen oder elektrolytischen Auswirkungen von Kohlenwasserstoffen bietet.

Art. 25 - Die Einfüllöffnung des Behälters oder der zugehörigen Rohrleitung ist mit einer Vorrichtung ausgestattet, die die Dichtheit des Anschlusses zwischen Behälter und LKW gewährleistet.

Art. 26 - Wenn die Einfüllöffnungen unterirdisch sind, dann befinden sie sich in einem dichten Kontrollschacht oder in einem dichten Schutzbehälter, um

1° das Heizöl im Falle eines Überlaufens oder einer Tropfenbildung bei der Lieferung aufzufangen;

2° die Ansammlung von Regenwasser zu vermeiden.

Art. 27 - § 1. Der Behälter ist mit einem Entlüftungsrohr ausgestattet, das ins Freie mündet, und dessen Abmessungen ausreichen, um die Bildung eines Unter- oder Überdrucks im Behälter zu vermeiden. Sein Durchmesser entspricht mindestens der Hälfte des Durchmessers der Füllleitung, ohne kleiner als ein Zoll zu sein.

Es gilt, dass ein Entlüftungsrohr, das in einen belüfteten Kontrollschacht mündet, ins Freie mündet.

§ 2. Die Entlüftungsrohre sind so konzipiert und angebracht, dass unter keinen Umständen Wasser in den Behälter eindringen kann.

Unterabschnitt 2 — Überlaufschutz

Art. 28 - Jeder Behälter ist mit einem Überlaufschutz ausgestattet, der der Norm nach Anhang 2 genügt.

Vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bestehende Überlaufschutzsysteme, die das Befüllen des Behälters automatisch stoppen, wenn dieser höchstens achtundneunzig Prozent der Nennkapazität erreicht hat, sind gestattet.

Unterabschnitt 3 — Leckerkennungssystem

Art. 29 - § 1. Doppelwandige Behälter sind mit einem Leckerkennungssystem der Klasse 1 im Sinne der Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-2 ausgestattet.

§ 2. Leckerkennungssysteme der Klasse 2 sind nur für bereits bestehende doppelwandige Behälter gestattet, unter der Voraussetzung, dass diese Systeme den in Anhang 2 genannten Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-3 genügen.

Wenn die in Absatz 1 genannten Normen nicht eingehalten sind, wird der doppelwandige Behälter mit einem Leckerkennungssystem der Klasse 1 ausgestattet.

Art. 30 - § 1. Einwandige oberirdische Behälter, die sich in einem Auffangbecken befinden, sind mit einem Leckerkennungssystem der Klasse 3 im Sinne der Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-4 auszurüsten.

§ 2. Leckerkennungssysteme der Klasse 3, für die nur ein optisches oder akustisches Warnsystem vorhanden ist, können von der Verwaltung anerkannt werden.

Unterabschnitt 4 — Füllstandsanzeiger

Art. 31 - § 1. Die Messung des Heizölstands wird am oberen Teil des Behälters durchgeführt.

§ 2. Der Füllstandsanzeiger gibt genau an, wieviel Heizöl sich im Behälter befindet. Jede Art von Füllstandsanzeiger zeigt den Inhalt in Litern oder in Prozent der Nennkapazität an; andernfalls ist eine Umrechnungstabelle verfügbar.

§ 3. Füllstandsanzeiger mit einem transparenten Schlauch, der sich seitlich außerhalb des Behälters befindet, sind verboten.

Unterabschnitt 5 — Erdung und kathodischer Schutz

Art. 32 - Metallische Behälter und Rohrleitungen werden geerdet.

Art. 33 - Wenn sich die metallischen Behälter und Rohrleitungen in einem Abstand von weniger als zweihundert Metern von einer Eisenbahn- oder Straßenbahnlinie befinden, verfügen sie über einen kathodischen Schutz.

KAPITEL VI — Kontrollen und Außerbetriebnahme

Abschnitt 1 — Kontrolle vor der Inbetriebnahme und periodische Kontrolle

Unterabschnitt 1 — Inbetriebnahme

Art. 34 - § 1. Während der Aufstellung einer Lageranlage erstellt das mit den Aufstellungsarbeiten beauftragte Unternehmen oder aber der Eigentümer der Lageranlage oder sein Bevollmächtigter einen Bericht in Übereinstimmung mit den technischen Leitlinien. Dieser Bericht umfasst mindestens:

- 1° die Angaben zur Person oder Gesellschaft, die für die Aufstellung der Lageranlage verantwortlich ist;
- 2° einen Fotobericht mit Fotos, die Folgendes darstellen:
 - a) für eingegrabene Behälter:
 - die Lage vor den Arbeiten;
 - das Ausgraben der Grube, in der sich der bzw. die Behälter befinden;
 - das System zur Verankerung des Behälters;
 - die verschiedenen Phasen der Verfüllung der Grube;
 - den Behälter und seine Anschlüsse;
 - b) für oberirdische Behälter:
 - die Lage vor den Arbeiten;
 - die Vorrichtung zur Befestigung oder Abstützung des Behälters;
 - den Behälter und seine Anschlüsse;
 - ggf. die Auffangwanne oder das Auffangbecken.

§ 2. Nach der Aufstellung der Lageranlage erfolgt die erste Heizöllieferung unter der Verantwortung des Installateurs der Lageranlage.

§ 3. Binnen dreißig Tagen nach der Aufstellung der Lageranlage zieht der Eigentümer der Lageranlage oder sein Bevollmächtigter einen Kontrolleur heran, um die Kontrolle nach Artikel 37 durchzuführen.

Art. 35 - § 1. Zwecks der Inbetriebnahme der Lageranlage prüft der Kontrolleur:

- 1° die Übereinstimmung der Lageranlage mit den Bescheinigungen nach Artikel 11 § 2;
- 2° durch eine Sichtprüfung die Dichtheit des bzw. der oberirdischen Behälter und Leitungen;
- 3° die Betriebsfähigkeit der Zusatzausrüstungen;
- 4° den in Artikel 34 erwähnten Bericht.

§ 2. Anschließend an seine Kontrolle stellt der Kontrolleur dem Eigentümer der Lageranlage oder seinem Bevollmächtigten eine Inbetriebnahmebescheinigung aus, durch welche die Übereinstimmung der Lageranlage mit dem vorliegenden Erlass und den technischen Leitlinien bescheinigt wird. Der Inbetriebnahmebescheinigung werden mindestens die in § 1 Ziffer 1 und 4 erwähnten Dokumente beigelegt.

§ 3. Die Inbetriebnahme der Lageranlage kann nur nach der Ausstellung einer Inbetriebnahmebescheinigung und dem Anbringen durch den Kontrolleur einer grünen Plakette nach Artikel 38 § 2 Ziffer 1 erfolgen.

Unterabschnitt 2 — Periodische Kontrolle

Art. 36 - § 1. Jede Lageranlage wird alle zehn Jahre von einem Kontrolleur nach den Vorschriften der technischen Leitlinien kontrolliert.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 erfolgt die Kontrolle durch einen Kontrolleur nach den Vorschriften der technischen Leitlinien alle drei Jahre, wenn es sich bei den Lageranlagen um Anlagen mit einem oder mehreren der folgenden Behälter handelt:

- 1° bereits bestehende, eingegrabene einwandige Behälter;
- 2° einwandige oberirdische Behälter, die sich nicht in einer Auffangwanne, einer flüssigkeitsdichten Grube oder einem Auffangbecken befinden;

§ 3. Die Häufigkeit der Kontrollen nach Paragraph 1 und 2 wird ab dem Datum der Inbetriebnahmebescheinigung der Lageranlage oder der letzten durchgeführten periodischen Kontrolle berechnet.

Art. 37 - § 1. Die periodische Kontrolle umfasst mindestens:

- 1° die Sichtprüfung der sichtbaren Teile des bzw. der Behälter und gegebenenfalls der Auffangwanne oder des Auffangbeckens;
- 2° die Sichtprüfung der Dichtheit des bzw. der Behälter und Leitungen;
- 3° die Kontrolle der Funktionstüchtigkeit des Überlaufschutzes und ggf. des ständigen Leckererkennungssystems sowie der sonstigen Zusatzausrüstungen;
- 4° die Kontrolle der Funktionstüchtigkeit der Erdung und ggf. des kathodischen Schutzes für eingegrabene metallische Behälter.

Zusätzlich zu den Punkten 1 bis 4 wird für die eingegrabenen Behälter und ihre Leitungen eine Dichtheitsprüfung durchgeführt.

Für oberirdische Behälter, deren gesamte Außenfläche nicht für eine Sichtprüfung zugänglich ist, kann der Kontrolleur eine Dichtheitsprüfung vorschlagen. In den technischen Leitlinien werden die Fälle angegeben, in denen eine Dichtheitsprüfung durchgeführt wird.

§ 2. Die Sichtprüfungen nach Paragraph 1 Ziffer 1 und 2 werden gemäß den technischen Leitlinien durchgeführt.

Art. 38 - § 1. Anschließend an die Kontrolle nach Artikel 37 wird vom Kontrolleur eine Bescheinigung über die periodische Kontrolle ausgestellt und wird eine lesbare, fälschungssichere, unauslöschliche und kohlenwasserstoffbeständige Plakette aus einer sichtbaren Farbe fest angebracht und durch Versiegeln an der Füllleitung in unmittelbarer Nähe der Einfüllöffnung validiert; diese Plakette muss folgende Informationen enthalten:

- 1° das gesamte Fassungsvermögen des Behälters in Litern;
- 2° die Adresse des Behälters;
- 3° die Angaben zum Kontrolleur, der die Farbplakette anbringt;
- 4° das Datum der Kontrolle;
- 5° das Datum des Ablaufs der Gültigkeitsdauer der Farbplakette.

Die Farbplakette wird von dem Kontrolleur auf der Grundlage seiner Sachverständigenbeurteilung angebracht.

§ 2. Auf der Grundlage der Ergebnisse der Kontrolle hat die Plakette eine der folgenden Farben:

1° grün: wenn es für die Lageranlage eine Bescheinigung über die Inbetriebnahme nach Artikel 35 § 2 oder eine Bescheinigung über die periodische Kontrolle nach Paragraf 1 gibt, durch die erklärt wird, dass die Lageranlage dicht ist, und den Auflagen des vorliegenden Erlasses genügt. Nur ein Behälter mit einer grünen Plakette darf befüllt werden;

2° orange: wenn die Lageranlage keine Gefahr bei der Befüllung oder kein Umweltrisiko aufweist, bestimmte Reparaturen oder Änderungen an den Zusatzausrüstungen jedoch als nötig erscheinen. Ein mit einer orangefarbenen Plakette versehener Behälter darf noch während eines nicht erneuerbaren Zeitraums von höchstens sechs Monaten befüllt werden. Diese Frist läuft ab dem ersten Tag des Monats nach demjenigen, der auf der orangefarbenen Plakette angegeben ist;

3° rot: wenn die Lageranlage ein Umweltrisiko aufweist. Ein Behälter mit einer roten Plakette wird binnen zwei Monaten nach dem Anbringen dieser Plakette repariert oder außer Betrieb genommen. Ein Behälter mit einer roten Plakette darf nicht mehr befüllt werden.

Gelten als Umweltrisiko:

1° eine Undichtigkeit des Behälters oder einer seiner Leitungen, die zu einer Verunreinigung des Bodens oder des Wassers führen kann;

2° das Fehlen oder eine Fehlfunktion des Überlaufschutzes;

3° eine unzureichende Stabilität des Behälters;

4° eine fortgeschrittene Korrosion einer der Wände des Behälters;

5° jeder sonstige Grund, der vom Kontrolleur unter Bezugnahme auf die technischen Leitlinien angegeben wird.

§ 3. Juristische Personen, die den Rechtsvorschriften in Sachen öffentliche Aufträge unterliegen, können auf ordnungsgemäß begründeten Antrag bei der Verwaltung über eine zusätzliche Frist über die in § 2 Absatz 2 Ziffer 2 und 3 genannten Zeiträume hinaus verfügen.

Art. 39 - Die technischen Bedingungen für die Erteilung der Farbplaketten werden in den technischen Leitlinien angegeben.

Art. 40 - Der Aufsichtsbeamte kann dem Eigentümer der Lageranlage oder seinem Bevollmächtigten zu jeder Zeit die Durchführung der Kontrolle nach Artikel 37 auferlegen.

Abschnitt 2 — Zeitweilige und endgültige Außerbetriebnahme

Unterabschnitt 1 — Zeitweilige Außerbetriebnahme

Art. 41 - § 1. Der mit einer roten Plakette versehene Behälter wird so schnell wie möglich nach den Vorschriften der technischen Leitlinien zeitweilig außer Betrieb genommen, außer wenn die rote Plakette nur auf das Fehlen oder eine Fehlfunktion des Überlaufschutzes zurückzuführen ist.

§ 2. Nach der zeitweiligen Außerbetriebnahme des Behälters:

1° wenn der Behälter repariert oder stabilisiert ist, wird er vor jeder Befüllung, und nur nachdem die Reparaturen oder die Stabilität von einem Kontrolleur validiert worden sind, wieder in Betrieb genommen;

2° in den in Artikel 38 § 2 Absatz 2 Ziffer 1 und 4 genannten Fällen wird der Behälter, wenn er nicht repariert ist, gemäß den Artikeln 42 und 43 endgültig außer Betrieb genommen.

Unterabschnitt 2 — Endgültige Außerbetriebnahme

Art. 42 - § 1. Vor der endgültigen Außerbetriebnahme eines eingegrabenen Behälters ist die Lageranlage Gegenstand einer Sichtprüfung nach Artikel 37 § 1 Ziffer 1 und 2 und einer Dichtheitsprüfung.

Die Kontrolle nach Absatz 1 ist nicht erforderlich wenn eine Dichtheitskontrolle nach Artikel 37 innerhalb von einem Jahr vor der Außerbetriebnahme des Behälters durchgeführt worden ist.

§ 2. Wenn sich aus der Kontrolle nach Paragraf 1 ergibt, dass der Behälter eine Bodenverschmutzung hat verursachen können, so benachrichtigt der Kontrolleur den Aufsichtsbeamten und die Verwaltung.

Art. 43 - Im Falle einer endgültigen Außerbetriebnahme eines Behälters und seiner Zusatzausrüstungen wird der Behälter geleert, entgast und gereinigt. Die mit diesem Behälter verbundenen Zusatzausrüstungen, einschließlich der Rohrleitungen, werden entleert.

Zusätzlich zu den in Absatz 1 genannten Bestimmungen

1° werden oberirdische Behälter entfernt;

2° werden eingegrabene Behälter mit Sand oder einem sonstigen inerten Material gefüllt, oder entfernt;

3° werden oberirdische Leitungen entfernt;

4° werden Füllleitungen entfernt oder so verschlossen, dass keine Lieferung mehr stattfinden kann.

Reinigungsrückstände werden von einem zugelassenen Transporteur oder Sammler beseitigt, der eine entsprechende Bescheinigung ausstellt.

Art. 44 - § 1. Der Eigentümer der Lageranlage oder sein Bevollmächtigter hält für den Aufsichtsbeamten alle Dokumente zur Verfügung, die bescheinigen, dass ein Behälter außer Betrieb gesetzt worden ist, d.h.:

1° die Entgasungsbescheinigung;

2° die Bescheinigung darüber, dass die Reinigungsrückstände beseitigt wurden;

3° die noch gültige Bescheinigung über die letzte Dichtheitskontrolle;

4° gegebenenfalls die Bescheinigung darüber, dass der Behälter entfernt wurde oder die Inertisierungsbescheinigung, die die Art des verwendeten Stoffes und die Menge angibt.

Art. 45 - Behälter, die gemäß Artikel 47 und 48 endgültig außer Betrieb genommen worden sind, können nicht mehr als Behälter zur Lagerung von Kohlenwasserstoffen benutzt werden.

KAPITEL VII — *Verpflichtungen des Eigentümers*

Art. 46 - Der Eigentümer der Lageranlage oder sein Bevollmächtigter:

- 1° ist verpflichtet, den Bericht nach Artikel 34 zu erstellen;
- 2° zieht einen Kontrolleur für die Kontrollen nach Artikel 35, 37, 41 § 2 Ziffer 1 und 42 heran;
- 3° sorgt dafür, dass der Stempel und die Farbplakette jedes der Behälter stets lesbar und sichtbar bleiben;
- 4° sorgt dafür, dass der Raum der Auffangwanne frei von Gegenständen oder Flüssigkeiten ist;
- 5° ist für die Funktionstüchtigkeit des optischen oder akustischen Warnsystems des Leckerkennungssystems und der Zusatzausrüstungen verantwortlich;
- 6° schützt und wartet den Metallbehälter gegen Rost;
- 7° setzt den Behälter nach den Vorschriften der Artikel 42 oder 43 außer Betrieb.

KAPITEL VIII — *Kontrolleure*

Art. 47 - Die Kontrolleure dürfen weder direkt noch indirekt gebunden sein an:

- 1° einen Hersteller, Importeur oder Verkäufer von Behältern oder Zusatzausrüstungen, die kraft des vorliegenden Erlasses einer Kontrolle unterliegen;
- 2° den Installateur der Lageranlage, für welche sie eine Kontrolle durchführen;
- 3° den Eigentümer der Lageranlage, für welche sie eine Kontrolle durchführen, oder seinen Bevollmächtigten.

KAPITEL IX — *Abänderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen**Abschnitt 1 — Abänderungsbestimmungen*

Unterabschnitt 1 — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der integralen Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie der Lager in den Tankstellen

Art. 48 - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 wird um folgende Wörter ergänzt "und der zwecks der Heizung von Gebäuden eingesetzten Heizöllager mit einem Fassungsvermögen zwischen 500 und 24.999 Litern".

Unterabschnitt 2 — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Art. 49 - In Anhang I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten, zuletzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016 abgeändert, wird die Überschrift der Rubrik 63.12.09.03.01 durch Folgendes ersetzt: "63.12.09.03.01 gleich oder über 3.000 Litern und unter 25.000 Litern mit Ausnahme der zu Zwecken der Heizung von Gebäuden benutzten Lageranlagen".

Abschnitt 2 — Übergangsbestimmungen

Art. 50 - § 1. Der vorliegende Erlass gilt auch für bereits bestehende Lageranlagen.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 sind die Artikel 8 bis 10, 18, 19, 23 § 4 und 33 nicht auf die bereits bestehenden Lageranlagen anwendbar.

§ 3. Innerhalb von drei Jahren nach der Abtretung einer Immobilie

1° werden doppelwandige Behälter, die über kein Leckerkennungssystem verfügen, mit einem Leckerkennungssystem der Klasse 1 im Sinne der Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-2 ausgestattet;

2° erfolgt das Abziehen von Flüssigkeiten aus dem Behälter nach Artikel 12;

3° werden Batteriebehälter mit einem entsprechenden Anschluss-Set ausgerüstet, das in Übereinstimmung mit den technischen Leitlinien eingerichtet wird;

4° müssen die Entlüftungsrohre Artikel 27 genügen;

5° müssen bereits bestehende Behälter mit einem Überlaufschutz ausgestattet werden, der Artikel 28 genügt;

6° müssen bereits bestehende Behälter, die sich in einem Auffangbecken befinden, mit einem Leckerkennungssystem der Klasse 3 im Sinne der Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-4 ausgerüstet werden.

7° werden die Füllstandsanzeiger, die sich in eingegrabenen Behältern befinden, durch einen Füllstandsanzeiger gemäß Artikel 31 ersetzt;

8° müssen flüssigkeitsdichte Gruben, in denen sich ein oder mehrere bereits bestehende einwandige Behälter befinden, mit einem Leckerkennungssystem der Klasse 3 im Sinne der Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-4 ausgerüstet werden.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 5 werden vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingerichtete Überlaufschutzsysteme, die mit einer Alarmpeife funktionieren, erlaubt, insofern

1° sie den technischen Leitlinien genügen;

2° die Einfüllöffnung nicht verlegt wird.

Art. 51 - § 1. Erklärungen der Klasse 3 im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im Rahmen der Rubrik 63.12.09.03.01 für zu Zwecken der Heizung von Gebäuden benutzte Lageranlagen eingereicht wurden, bleiben bis zu ihrem Ablaufdatum gültig.

§ 2. Wenn die Lageranlage Gegenstand einer gemischten Benutzung ist, sind nur die Vorschriften des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung anwendbar.

Art. 52 - Der Eigentümer eines bestehenden Behälters, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses den Vorschriften der integralen Bedingungen vom 17. Juli 2003 unterliegt, und nicht mit einer Farbplakette versehen ist, hat binnen zwei Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets einen Kontrolleur heranzuziehen, um

1° die Lageranlage in Übereinstimmung mit Artikel 37 zu kontrollieren;

2° eine Plakette im Sinne von Artikel 38 zuzuweisen.

Art. 53 - Die Farbplaketten, die gemäß den integralen Bedingungen vom 17. Juli 2003 ausgestellt wurden, sind bis zu ihrem Ablaufdatum gültig.

Art. 54 - Eingegrabene quaderförmige Behälter werden innerhalb von einem Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses endgültig gemäß den Artikeln 42 und 43 außer Betrieb genommen.

Abschnitt 3 — Schlussbestimmungen

Art. 55 - Der vorliegende Erlass tritt sechs Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 56 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 1 - Mindestinhalt der technischen Leitlinien

Die technischen Leitlinien umfassen mindestens Vorschriften über die folgenden Punkte:

Kapitel I: Lieferung

Lieferungsverfahren:

- o Eingang der Bestellung
- o Lieferung - Entladung
- o Prüfungen nach der Lieferung.

Kapitel II: Behälter

1. Umwandlung eines einwandigen Behälters in einen doppelwandigen Behälter (Wandverdoppelung)
2. Mindestabstände um bestehende oberirdische Behälter

Kapitel III: Zusatzausrüstungen

1. Rohrleitungen

Konformität eines Entlüftungsrohrs

2. Überlaufschutz

Konformität einer Überlaufschutzvorrichtung mit Alarmpfeife an bestehenden Behältern

Kapitel IV: Verfahren zur Genehmigung neuer Arten von Behältern - Zertifizierung eines Behälters.

Kapitel VI: Verfahren zur Anerkennung der Gleichwertigkeit mit einer Norm oder technischen Vorschrift

Kapitel VII: Kontrollen

1. Checkliste für die Kontrolle

§ Kontrolle bei der Inbetriebnahme;

§ Periodische Kontrolle;

§ Kontrolle eines oberirdischen Behälters;

§ Kontrolle eines quaderförmigen Behälters;

§ Kontrolle des kathodischen Schutzes.

2. Verfahren für die Kontrolle des Leckerkennungssystems

§ Kontrolle eines Leckerkennungssystems der Klasse 1;

§ Kontrolle eines Leckerkennungssystems der Klasse 2;

§ Kontrolle eines Leckerkennungssystems der Klasse 3;

§ Kontrolle eines Behälters mit elastischer Innenhülle.

3. Regeln für die Zuweisung der Farbplaketten

4. Durchführung einer Dichtheitsprüfung

5. Dichtheitsprüfung für Behälter mit einer elastischen Innenhülle

Kapitel VIII: Außerbetriebnahme

1. Verfahren für die zeitweilige Außerbetriebnahme

2. Verfahren für die endgültige Außerbetriebnahme

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 über Heizöllageranlagen mit einem Fassungsvermögen zwischen 500 und 24.999 Litern und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 2 - Anwendbare Normen

I. BEHÄLTER

Oberirdische Behälter:

Herstellung:

1. Die Metallbehälter genügen den Vorschriften der Baunorm NBN EN 12285-2: Werksgefertigte Tanks aus Stahl - Teil 2: Liegende zylindrische ein- und doppelwandige Tanks zur oberirdischen Lagerung von brennbaren und nichtbrennbaren wassergefährdenden Flüssigkeiten, in ihrer am Tag der Aufstellung des Behälters gültigen Fassung.

In der Werkstatt oder vor Ort geschweißte quaderförmige Metallbehälter mit einem Fassungsvermögen von 500 bis 24.999 Litern genügen der französischen Norm NF E 86- 255: Réservoirs de stockage, Réservoirs parallélépipédique en acier de capacité 1500 litres et au-dessus pour le stockage non enterré de gasoil, fuel domestique et liquides divers, dans sa version en vigueur à la date de mise en place.

2. Der metallische Außenmantel ist gemäß der folgenden Norm gegen die Korrosion geschützt: Norm NBN EN 12285-1: Werksgefertigte Tanks aus Stahl - Teil 1: Liegende zylindrische ein- und doppelwandige Tanks zur unterirdischen Lagerung von brennbaren und nichtbrennbaren wassergefährdenden Flüssigkeiten, in ihrer am Tag der Aufstellung des Behälters gültigen Fassung.

Jeder andere Schutz, der eine gleichwertige Widerstandsfähigkeit aufweist, kann angenommen werden, wenn sein Umweltschutzniveau der vorerwähnten Norm entspricht.

3. Behälter aus thermoplastischem Material oder Polyäthylen genügen der Baunorm NBN EN 13341+A1: ortsfeste Tanks aus Thermoplasten zur oberirdischen Lagerung von Haushalts-Heizölen, Kerosin und Dieselmotoren - Tanks, die aus blasgeformtem und rotationsgeformtem Polyethylen sowie aus rotationsgeformtem anionisch polymerisiertem Polyamid 6 hergestellt wurden - Anforderungen und Prüfverfahren.

4. Zylindrische horizontale einwandige Behälter aus verstärktem duroplastischem Kunststoff genügen der Norm NBN EN 13121-3: Oberirdische GFK-Tanks und -Behälter - Teil 3: Auslegung und Herstellung, in ihrer am Tag der Aufstellung des Behälters gültigen Fassung, oder jeder sonstigen, von der Verwaltung nach dem in den technischen Leitlinien dargestellten Verfahren als gleichwertig anerkannten europäischen Norm.

Aufstellung:

1. Metallbehälter mit einem Fassungsvermögen von 500 bis 24.999 Litern genügen den Vorschriften der Norm NBN I.03.002: Zylindrische horizontale Stahlbehälter für flüssige Kohlenwasserstoffe (Flammpunkt über 55°C und unter 100°C) mit einem Fassungsvermögen von 0,5 bis 250 m³ - Transport, Aufstellung und Anschluss, in ihrer am Tag der Aufstellung des Behälters gültigen Fassung.

2. Zylindrische horizontale einwandige Behälter aus verstärktem duroplastischem Kunststoff genügen der Norm EN 13121-4: Oberirdische GFK-Tanks und -Behälter - Teil 4: Auslieferung, Aufstellung, und Instandhaltung, in ihrer am Tag der Einrichtung des Behälters gültigen Fassung, oder jeder sonstigen, von der Verwaltung nach dem in den technischen Leitlinien dargestellten Verfahren als gleichwertig anerkannten europäischen Norm.

Eingegrabene Behälter:

Herstellung:

Doppelwandige Metallbehälter genügen den Vorschriften der Baunorm NBN EN 12285-1: Werksgefertigte Tanks aus Stahl - Teil 1: Liegende zylindrische ein- und doppelwandige Tanks zur unterirdischen Lagerung von brennbaren und nichtbrennbaren wassergefährdenden Flüssigkeiten, in ihrer am Tag der Einrichtung des Behälters gültigen Fassung, oder jeder sonstigen, von der Verwaltung nach dem in den technischen Leitlinien dargestellten Verfahren als gleichwertig anerkannten europäischen Norm.

Aufstellung:

Metallbehälter mit einem Fassungsvermögen von 500 bis 24.999 Litern genügen den Vorschriften der Norm NBN I.03.002: Zylindrische horizontale Stahlbehälter für flüssige Kohlenwasserstoffe (Flammpunkt über 55°C und unter 100°C) mit einem Fassungsvermögen von 0,5 bis 250 m³ - Transport, Aufstellung und Anschluss, in ihrer am Tag der Aufstellung des Behälters gültigen Fassung, oder jeder sonstigen, von der Verwaltung nach dem in den technischen Leitlinien dargestellten Verfahren als gleichwertig anerkannten europäischen Norm.

II. Überlaufschutz

Die Überlaufschutzsysteme genügen den Vorschriften der Norm EN-13616-2: 2016: Überfüllsicherungen für ortsfeste Tanks für flüssige Brenn- und Kraftstoffe - Teil 2: Überfüllsicherungen ohne Schließeinrichtung.

III. Leckerkennungssystem

1. Die Leckerkennungssysteme der Klasse 1 genügen den Vorschriften der Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-2 (für Über- oder Unterdruck), in ihrer am Tag der Inbetriebnahme dieses Systems gültigen Fassung, oder jeder sonstigen gleichwertigen europäischen Norm.

2. Die Leckerkennungssysteme der Klasse 2 genügen den Vorschriften der Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-3 (für Flüssigkeits- und/oder Gassysteme), in ihrer am Tag der Inbetriebnahme dieses Systems gültigen Fassung, oder jeder sonstigen gleichwertigen europäischen Norm.

3. Die Leckerkennungssysteme der Klasse 3 genügen den Vorschriften der Normen NBN EN 13160-1 und NBN EN 13160-4 (für Flüssigkeit- und/oder Gassysteme), in ihrer am Tag der Inbetriebnahme dieses Systems gültigen Fassung, oder jeder sonstigen gleichwertigen europäischen Norm.

IV. Kathodischer Schutz

Kathodische Schutzvorrichtungen genügen der Norm NBN EN 13636 in ihrer am Tag der Inbetriebnahme dieser Schutzvorrichtung gültigen Fassung, oder jeder sonstigen gleichwertigen europäischen Norm.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 über Heizöllageranlagen mit einem Fassungsvermögen zwischen 500 und 24.999 Litern und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiede
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205241]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het beheer van stookolieopslag voor verwarmingsdoeleinden met een capaciteit tussen 500 en 24.999 liter en tot wijziging van diverse bepalingen terzake

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 3, vierde lid, 21, derde lid, en 66;

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, artikel 4, tweede lid, 4° en 9°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juni 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 februari 2019;

Gelet op het rapport van 20 juni 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 11 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 25 maart 2019, overeenkomstig artikel 5, § 1, van Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de stookolieopslag voor verwarmingsdoeleinden van gebouwen met een capaciteit tussen 500 en 24.999 liter.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° administratie : Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, vertegenwoordigd door zijn directeur-generaal of diens afgevaardigde;

2° besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003: besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations;

3° besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 : besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de verdeelinstallaties van vloeibare koolwaterstoffen met een vlampunt dat hoger is dan 55 °C en gelijk aan 100 °C of minder, voor motorvoertuigen, met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van koolwaterstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer of voor eigen gebruik, met maximum twee pistolen en voor zover de opslagcapaciteit van de opslagplaats voor koolwaterstoffen gelijk is aan 3 000 liter of meer en kleiner is dan 25 000 liter;

4° retentiebak : waterdichte recipiënt, waarvan de wanden ondoordringbaar zijn voor olie, die deel uitmaakt van de tank en een capaciteit heeft die gelijk is aan of groter is dan de capaciteit van de tank;

5° capaciteit : totale capaciteit in liters water van de opgeslagen tanks;

6° overdracht van onroerende goederen : overdracht omschreven in artikel 2, 27°, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

7° Ophaler van gevaarlijke stoffen : een ophaler die erkend is overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen (B.S. 23.06.1992);

8° Vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen : vervoerder die erkend is overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen (B.S. 23.06.1992);

9° controleur : een persoon die verantwoordelijk is voor de inbedrijfstelling en de periodieke controle van een opslag en die ofwel een erkende deskundige is in het vak " opslaginstallatie ", overeenkomstig artikel 681bis/73 van titel III van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, ofwel een erkende technicus overeenkomstig artikel 634ter/4 van titel III van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming;

10° opslag : opslag bestaande uit een of meer tanks die zijn aangesloten op een ketel of oliekachel, met inbegrip van de bijbehorende apparatuur;

11° bestaande opslag: opslag die bestaat uit een of meer bestaande tanks :

12° dubbele bescherming: enkelwandige tank geplaatst in een inkuiping, retentiebak of lekvrije kuil, of dubbelwandige tank;

13° inkuiping : continue plek, bestemd voor de opvang van een of meer bovengrondse tanks, die de vorm van een kom aanneemt waarvan de structuur is vervaardigd van onbrandbare materialen en met een mechanische weerstand en een chemische inertie tegen olie en waarvan de wanden ondoordringbaar zijn voor deze brandstof. Deze retentieruimte wordt vrij gehouden en heeft een capaciteit die gelijk is aan of groter is dan de grootste van de tanks of de helft van de totale capaciteit van de in de inkuiping aanwezige tanks.

14° bijbehorende apparatuur : ontluichtings- en vulleidingen, aanzuigstelsysteem, overloopbeveiligingssysteem, lekdetectiesysteem, meetapparatuur en andere elementen die op de tank zijn aangesloten;

15° toezichthoudend ambtenaar : ambtenaren aangewezen door de Regering om toezicht te houden op de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138 van Boek I van het Milieuwetboek;

16° lekvrije kuil : ondergrondse constructie, bestemd voor de opvang van een opslag, waarvan de wanden ondoordringbaar zijn voor alle vloeistoffen;

17° technische handleiding : referentiehandleiding geïntegreerd in de Waalse code van goede praktijken bedoeld in artikel 18 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

18 waterdicht : met een dynamische permeabiliteitscoëfficiënt t.a.v. de koolwaterstoffen die lager is dan 2.10-9 cm/s, of een totale statische waterabsorptiecoëfficiënt (NBN B 15-215) die lager is dan 7,5 % ;

19° ISSeP : het « Institut scientifique de service public » (Openbaar wetenschappelijk instituut), opgericht bij het decreet van 7 juni 1990, artikel 4, § 3, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998;

20° stookolie : verwarmingsgasolie zoals omschreven in artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 juli 2018 betreffende de benamingen en de kenmerken van de gasolie bestemd voor verwarming en de gasolie-diesel zoals omschreven in artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 juli 2018 betreffende de benaming en de kenmerken van de gasolie-diesel en van de benzines;

21° vlampunt : temperatuur in een gesloten testvat vastgelegd door de Belgische norm EN ISO 2719;

22° vaste houder : houder die niet gemakkelijk kan worden verplaatst, in het bijzonder wegens zijn gewicht, zijn verankering in de grond of de overhevelsystemen die eraan zijn bevestigd;

23° tank : iedere vaste houder die wordt gebruikt voor de opslag van stookolie;

24° bovengrondse tank: tank die in de openlucht, in een lokaal of in een niet opgehoogde lekvrije kuil geplaatst kan worden;

25° dubbelwandige tank : tank die een dubbele afdichting tussen de opgeslagen vloeistof en het milieu garandeert en uitgerust is met een lekdetectiesysteem;

26° in batterij geplaatste tanks : geheel van houders die gevoed worden door dezelfde vulleiding;

27° ingegraven tank : tank die zich geheel of gedeeltelijk onder de grond bevindt en waarvan de wanden in rechtstreeks contact zijn met de omliggende aarde of met het ophogingsmateriaal;

28° bestaande tank : tank in gebruik vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

29° overloopbeveiligingssysteem : systeem dat een automatische uitschakeling van de tanktoevoer mogelijk maakt;

30° lekdetectiesysteem : systeem waarmee een permanente lekkage in een van de wanden van een tank of leiding kan worden gedetecteerd.

31° gemengd gebruik : tank die tegelijkertijd wordt gebruikt voor de verwarming van gebouwen overeenkomstig dit besluit en voor een activiteit die onderworpen is aan het besluit van de Waalse regering van 17 juli 2003 of het besluit van de Waalse regering van 29 november 2007;

32° voorkomingsgebied : voorkomingsgebied omschreven in artikel D2, 94°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

HOOFDSTUK II. — *In conformiteit brengen*

Art. 3. § 1. Binnen drie jaar na elke overdracht van onroerende goederen waarbij hij de opslag in bezit heeft genomen, brengt de eigenaar van de opslag of zijn gemachtigde zijn opslag in conformiteit. Bijgevolg doet hij beroep op een controleur om :

1° de opslag te controleren overeenkomstig artikel 37;

2° een plaatje bedoeld in artikel 38 toe te kennen.

De in lid 1 bedoelde termijn bedraagt twee jaar voor tanks die zich in het voorkomingsgebied bevinden.

§ 2. In geval van niet-naleving van de bepalingen van paragraaf 1, stelt de Minister maatregelen vast om de bevoorrading van de opslag te verbieden.

Art. 4. Onverminderd artikel 3, § 1, verstrekt de overdrager in geval van overdracht van onroerende goederen aan de overnemer het attest van ingebruikneming van de opslag of van de laatste periodieke inspectie die is verricht.

HOOFDSTUK III. — *Technische handleiding*

Art. 5. § 1. De Administratie stelt de technische handleiding op, waarin de technische procedures en modaliteiten voor de bouw en plaatsing van opslagplaatsen gedetailleerd worden beschreven. De belangrijkste elementen van de technische handleiding worden in bijlage 1 gedetailleerd beschreven. Deze handleiding zal regelmatig worden bijgewerkt.

§ 2. Voor elke opslag of technische procedure die niet voldoet aan de eisen van de technische handleiding of de eisen van de in bijlage 2 beschreven normen, wordt bij de Administratie een verzoek om gelijkwaardigheid ingediend. Dit dossier toont aan dat de voorgestelde tanks, uitrusting of technische procedures gelijkwaardig zijn aan die welke in de technische handleiding en in dit besluit zijn beschreven.

§ 3. De bestaande tanks voldoen aan de voorschriften van de technische handleiding.

HOOFDSTUK IV. — *Levering*

Art. 6. De levering van een tank is verboden als aan een van de volgende voorwaarden is voldaan :

1° een groen of oranje plaatje geeft aan dat de geldigheidsdatum is verstreken;

2° een rood plaatje is aanwezig;

3° de tank is niet uitgerust met een functioneel overloopbeveiligingssysteem als omschreven in artikel 8 of 50, § 3, 5°.

Art. 7. De leveringsprocedure is in overeenstemming met de bepalingen van de technische handleiding.

HOOFDSTUK V. — *Tanks en uitrusting**Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 8. Tanks, overloopbeveiligingssysteem, kathodische beveiliging en lekdetectiesystemen moeten voldoen aan de voorschriften van de normen van bijlage 2. Elke andere Europese norm met soortgelijke garanties kan door de overheid worden erkend.

Art. 9. De tank heeft een dubbele bescherming tussen de inhoud en de grond.

Art. 10. Elke tank is oorspronkelijk uitgerust met bijbehorende apparatuur, met uitzondering van het verschoven gedeelte van de leidingen.

Art. 11. § 1. Elke standaard uitgeruste tank is uitgerust met een stempel van de fabrikant dat zichtbaar en toegankelijk is na de installatie, die ten minste het volgende bevat :

1° de naam van de fabrikant;

2° het type tank;

3° het serienummer van de tank;

4° het bouwjaar;

5° de totale capaciteit van de tank, in liter of kubieke meter.

§ 2. De fabrikant verstrekt bij de tank een conformiteitsbewijs van de tank met de toepasselijke norm en bevat ten minste de in de paragraaf 1, 1° tot en met 5°, vermelde gegevens, alsmede informatie over de bijbehorende apparatuur.

Art. 12. De afvoer gebeurt vanaf de bovenkant van de tank.

Art. 13. Het is verboden om een tank met andere vloeistoffen dan stookolie te vullen.

Art. 14. De stabiliteit en bevestiging van de tank zijn onder alle weersomstandigheden gegarandeerd. De tank wordt geïnstalleerd zodat hij niet kan omslaan, worden beschadigd of scheuren ingevolge extreme druk of verzakkingen.

Art. 15. Bestaande enkelwandige tanks kunnen overeenkomstig de voorschriften van de technische handleiding worden verdubbeld om aan de voorschriften van artikel 11 te voldoen.

Art. 16. Enkelwandige bovengrondse tanks, geplaatst in een lekke inkuiping of lekke kuil, worden niet als dubbel beschermd beschouwd.

Afdeling 2. — Bovengrondse tanks

Art. 17. Alle maatregelen worden genomen om te voorkomen dat de bovengrondse tank met voertuigen in aanraking komt.

Indien de bovengrondse tanks zich onder elektrische bovenleidingen bevinden, worden alle geschikte maatregelen genomen om elk contact tussen kabels en tanks te voorkomen.

Art. 18. De minimumafstanden die rond de bovengrondse tanks in inkuiping of in een lekvrije kuil moeten worden gelaten, zijn de volgende :

1° tussen de tankwand en de wanden : vijftig centimeter;

2° tussen de wand van de tank en de vloer : twintig centimeter;

3° tussen het mangatdeksel en het plafond : vijftig centimeter

De in het eerste lid, 1°, bedoelde afstand wordt tussen twee tanks toegepast, behalve voor de in batterij geplaatste tanks als omschreven in artikel 2, 26°.

Afdeling 3. — Ingegraven tanks

Art. 19. De ondergrondse tanks zijn standaard uitgerust met een geïntegreerde verhoging om te garanderen dat het mangat waterdicht is tegen vloeistoffen, wanneer het bestaat.

Art. 20. Tanks die voldoen aan de norm NBN T44-002 voor Spiraalgewikkelde, gelaste horizontale cilindrische, dubbelwandige polyethyleen tanks voor de ondergrondse, drukloze opslag van vloeibare petroleumbrandstoffen met vlampunt tussen 55 ° C en 100 ° zijn verboden.

De in het eerste lid bedoelde bestaande tanks worden beschouwd als enkelwandige tanks.

Afdeling 4. — In batterij geplaatste tanks

Art. 21. De in batterij geplaatste tanks moeten met elkaar worden verbonden volgens de voorschriften van de fabrikant en, indien dit niet mogelijk is, volgens de voorschriften van de technische handleiding.

Art. 22. Het is verboden om de in batterij geplaatste tanks onderaan te balanceren.

Het onderaan balanceren van in batterij geplaatste tanks die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn geplaatst, is alleen toegestaan als ze in een inkuiping zijn geplaatst.

*Afdeling 5. — Bijbehorende apparatuur**Onderafdeling 1. — Leidingen*

Art. 23. § 1. Preventieve maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat ondergrondse leidingen beschermd zijn tegen alle externe spanningen.

§ 2. Alle metalen leidingen zijn beschermd tegen corrosie.

§ 3. Ingegraven leidingen voor stookolie zijn dubbelwandig of enkelwandig en worden in een oliedichte geul of mantel geplaatst. Vanaf de sleuf of mantel worden de oliën via een doorlopende lichte helling afgevoerd naar een vlot toegankelijke opvangvoorziening.

§ 4. De terugvoerleiding tussen de ketel en de tank is verboden, tenzij er een gerechtvaardigde technische beperking is.

Art. 24. Alle leidingen zijn gemaakt van een koolwaterstofbestendig materiaal en geven alle garanties van weerstand tegen de mechanische, fysische, chemische of elektrolytische werking van koolwaterstoffen.

Art. 25. De vulopening van de tank of van de bijbehorende leidingen moet zijn voorzien van een installatie die ervoor zorgt dat de verbinding tussen de tank en de vrachtwagen waterdicht is.

Art. 26. Als de vulopeningen zijn ingegraven, worden ze in een afgesloten mangat of een afgesloten beschermingsruimte geplaatst om :

1° de stookolie vast te houden in geval van een overloop of afdrup tijdens de levering;

2° de ophoping van regenwater te voorkomen.

Art. 27. § 1. De tank is uitgerust met een ontluchter die naar buiten opent en is zo groot dat er geen onderdruk of overdruk in de tank kan ontstaan. De diameter is ten minste de helft van die van de vulleiding, maar niet minder dan een inch.

Een ontluchtingsopening in een geventileerd mangat wordt beschouwd als openend naar de buitenlucht.

§ 2. De ontluchtingsopeningen zijn zo ontworpen en geplaatst dat er onder geen enkele omstandigheid water in de tank kan binnendringen.

Onderafdeling 2. — Overloopbeveiligingssysteem

Art. 28. Elke tank moet zijn voorzien van een overloopbeveiligingssysteem overeenkomstig de norm in bijlage 2.

Overloopbeveiligingsystemen, die een automatische uitschakeling van de tanktoevoer mogelijk maken wanneer deze maximaal achtennegentig procent van de nominale capaciteit heeft bereikt en geplaatst vóór de inwerkingtreding van dit besluit, zijn toegestaan.

Onderafdeling 3. — Lekkagedetectiesysteem

Art. 29. § 1. De dubbelwandige tanks zijn uitgerust met een lekdetectiesysteem van klasse 1 volgens de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-2.

§ 2. Lekdetectiesystemen van klasse 2 zijn alleen toegestaan voor bestaande dubbelwandige tanks op voorwaarde dat deze systemen voldoen aan de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-3 bedoeld in bijlage 2.

Indien niet aan de normen bedoeld in het eerste lid wordt voldaan, moet de dubbelwandige tank zijn uitgerust met een lekdetectiesysteem van klasse 1.

Art. 30. § 1. De enkelwandige bovengrondse tanks geplaatst in een retentiebak zijn uitgerust met een klasse 3 lekdetectiesysteem in de zin van de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-4.

§ 2. Lekdetectiesystemen van klasse 3 waarvoor alleen een visueel of akoestisch alarm aanwezig is, kunnen door de administratie worden herkend.

Onderafdeling 4. — Meter

Art. 31. § 1. De metingen worden uitgevoerd vanuit het bovenste gedeelte van de tanks.

§ 2. De meter geeft een nauwkeurige schatting van de hoeveelheid stookolie in de tank. Elk type meetinstrument is gegradeerd in liters, als percentage van de nominale capaciteit of heeft een omrekeningstabel.

§ 3. Het is verboden om buiten de tank meetapparatuur met transparante zijdelingse buis te gebruiken

Onderafdeling 5. — Aarding en kathodische bescherming

Art. 32. Metalen tanks en hun metalen leidingen zijn geaard.

Art. 33. Metalen tanks en hun metalen leidingen, op minder dan 200 meter van een spoor- of tramweg, zijn voorzien van een kathodische bescherming.

*HOOFDSTUK VI. — Controles en buitenbedrijfstelling**Afdeling 1. — Controle vóór de ingebruikname en periodieke controle**Onderafdeling 1. — De ingebruikname*

Art. 34. § 1. Bij de oprichting van een opslag wordt overeenkomstig de technische handleiding een verslag opgesteld door de onderneming die belast is met de werken voor de plaatsing of, bij gebreke daarvan, door de eigenaar van de opslag of zijn gemachtigde. Dit verslag omvat ten minste de volgende elementen :

1° de contactgegevens van de persoon of onderneming die verantwoordelijk is voor de plaatsing van de opslag;

2° een fotografisch verslag inclusief :

a) voor de ingegraven tanks :

- de toestand vóór de werken;
- het graafwerk dat de tank(s) herbergt;
- de tankaansluiting;
- de verschillende vullingsfasen van de opgraving;
- de tank en zijn aansluitingen;

b) voor de bovengrondse tanks :

- de toestand vóór de werken;
- de inrichting voor bevestiging of ondersteuning van de tank;
- de tank en zijn aansluitingen;
- in voorkomend geval, de inkuiping of de retentiebak.

§ 2. Aan het einde van de installatie van de opslag vindt de eerste levering van stookolie plaats onder verantwoordelijkheid van de opslaginstallateur.

§ 3. Binnen 30 dagen na de plaatsing van de opslag vraagt de eigenaar van de opslag of zijn gemachtigde aan een controleur om de controle bedoeld in artikel 37 uit te voeren.

Art. 35. § 1. Voor de ingebruikname van de opslag controleert de controleur :

- 1° de conformiteit van de opslag t.o.v. de conformiteitsbewijzen bedoeld in artikel 11, § 2;
- 2° de afdichting op visuele manier van de tank(s) en de bovengrondse verbindingen;
- 3° de functionaliteit van de bijbehorende apparatuur;
- 4° het verslag waarvan sprake in artikel 34.

§ 2. Na zijn controle geeft de controleur aan de eigenaar van de opslag of zijn gemachtigde een attest van ingebruikname af dat garandeert dat de opslag voldoet aan de bepalingen van dit besluit en de technische handleiding. Ten minste de documenten bedoeld in paragraaf 1, 1° en 4°, worden bij het attest van ingebruikname gevoegd.

§ 3. De ingebruikname van de opslag mag slechts worden uitgevoerd nadat een attest van ingebruikname is afgegeven en een groen plaatje bedoeld in artikel 38, § 2, 1°, door de controleur is aangebracht.

Onderafdeling 2. — Periodieke controle

Art. 36. § 1. Om de tien jaar wordt elke opslag door een controleur gecontroleerd overeenkomstig de voorschriften van de technische handleiding.

§ 2. In afwijking van lid 1 worden opslagen bestaande uit een of meer tanks om de drie jaar door een controleur gecontroleerd overeenkomstig de voorschriften van de technische handleiding:

- 1° de bestaande ondergrondse enkelwandige tanks;
- 2° de bestaande bovengrondse enkelwandige tanks, niet geplaatst in een inkuiping, een lekvrije kuil of een retentiebak;

§ 3. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde periodiciteiten worden berekend vanaf de datum van het attest van ingebruikname van de opslag of de laatste periodieke controle die is uitgevoerd.

Art. 37. § 1. De periodieke controle bevat minstens :

- 1° de visuele controle van de zichtbare delen van de tank(s) en, in voorkomend geval, de inkuiping of de retentiebak;
- 2° de visuele controle van de afdichting van de tank(s) en de verbindingen;
- 3° de controle van de doeltreffendheid van het overloopbeveiligingssysteem en, in voorkomend geval, het permanente lekdetectiesysteem en andere bijbehorende apparatuur;
- 4° de controle van de goede werking van de aarding en, indien van toepassing, de kathodische bescherming van ondergrondse metalen tanks.

Naast de punten 1° tot 4° moet een dichtheidstest worden uitgevoerd voor ondergrondse tanks en hun leidingen.

Voor de bovengrondse tanks waarvan het gehele buitenoppervlak niet toegankelijk is voor visuele controle, kan de controleur een dichtheidstest voorstellen. De technische handleiding specificeert de gevallen waarin een dichtheidstest wordt uitgevoerd.

§ 2. De in de paragrafen 1, 1° en 2° bedoelde visuele controles worden uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften van de technische handleiding.

Art. 38. § 1. Na de in artikel 37 bedoelde controle stelt de controleur een attest van periodieke controle op en bevat een plaatje van een zichtbare, leesbare, onvervalsbare, onuitwisbare en koolwaterstofbestendige kleur die stevig op de vullijn door een verzegeling is bevestigd en gevalideerd, de volgende gegevens:

- 3° de totale capaciteit van de tank in liters;
- 2° het adres van de tank;
- 3° de personalia van de controleur die het kleurplaatje aanbrengt;
- 4° de datum van de controle;
- 5° het verstrijken van de geldigheidsduur van het kleurplaatje.

Het kleurplaatje wordt door de controleur aangebracht op basis van zijn deskundig oordeel.

§ 2. Op basis van de controle wordt het plaatje gekleurd :

1° groen : indien voor de opslag een attest van ingebruikname bedoeld in artikel 35, § 2 of een attest van periodieke controle bedoeld in paragraaf 1 is afgegeven, waarin de opslag waterdicht en in overeenstemming met dit besluit wordt verklaard. Alleen de tank met een groen plaatje kan worden bevoorraadt;

2° oranje : als de opslagplaats geen leverings- of milieurisico vormt, maar wel reparaties of aanpassingen aan bijbehorende apparatuur vereist. De tank voorzien van een oranje plaatje mag nog bevoorraadt worden gedurende een niet verlengbare periode van maximum zes maanden. Deze termijn begint op de eerste dag van de maand volgend op de maand die op het oranje plaatje is aangegeven

3° rood : indien de opslag een milieurisico met zich meebrengt. Een tank met een rood plaatje moet binnen twee maanden na het aanbrengen van het plaatje worden hersteld of buiten gebruik worden gesteld. De tank met een rode plaat kan niet meer bevoorraadt worden.

Onder milieurisico wordt verstaan :

- 1° het lekken van de tank of een van de leidingsystemen daarvan, wat kan leiden tot verontreiniging van de bodem of het water;
- 2° het ontbreken of de slechte werking van het overloopbeveiligingssysteem;
- 3° een gebrek aan stabiliteit van de tank;
- 4° een gevorderde corrosie van een van de tankwanden;
- 5° alle andere redenen die door de controleur worden gerechtvaardigd ten opzichte van de bepalingen van de technische handleiding.

§ 3. Rechtspersonen die onderworpen zijn aan de regelgeving betreffende de overheidsopdrachten kunnen, op een naar behoren gemotiveerd verzoek aan de Administratie, een bijkomende termijn krijgen bovenop de periodes bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 2° en 3°.

Art. 39. De technische voorwaarden voor de afgifte van de kleurenplaatjes worden in de technische handleiding uiteengezet.

Art. 40. De toezichthoudende ambtenaar kan de eigenaar van de opslag, of zijn gemachtigde, te allen tijde verzoeken de in artikel 37 bedoelde controle door een controleur uit te voeren.

Afdeling 2. — Tijdelijke buitenbedrijfstelling en definitieve buitenbedrijfstelling

Onderafdeling 1. — Tijdelijke buitenbedrijfstelling

Art. 41. § 1. De met een rode plaat uitgeruste tank moet zo spoedig mogelijk overeenkomstig de voorschriften van de technische handleiding tijdelijk worden stilgelegd, tenzij de rode plaat uitsluitend te wijten is aan het ontbreken of de slechte werking van het overloopbeveiligingssysteem.

§ 2. Ten gevolge van de tijdelijke buitenbedrijfstelling van de tank:

1° indien de tank wordt hersteld of gestabiliseerd, moet het weer in gebruik worden genomen vóór het vullen en pas nadat de herstellingen of de stabiliteit door een controleur zijn bevestigd;

2° in de gevallen, bedoeld in artikel 38, § 2, tweede lid, 1° en 4°, moet de tank, indien het niet wordt hersteld, definitief buiten bedrijf worden gesteld overeenkomstig de artikelen 42 en 43.

Onderafdeling 2. — Definitieve buitenbedrijfstelling

Art. 42. § 1. Voordat een ingegraven tank definitief buiten gebruik wordt gesteld, wordt de opslag onderworpen aan een visuele controle bedoeld in artikel 37, § 1, 1° en 2° en aan een dichtheidstest.

De in het eerste lid bedoelde controle is niet nodig indien een dichtheidscontrole bedoeld in artikel 37 is uitgevoerd binnen een jaar vóór de datum waarop de tank buiten gebruik wordt gesteld.

§ 2. Indien uit de in het eerste lid bedoelde controle blijkt dat de tank mogelijk bodemverontreiniging heeft veroorzaakt, stelt de controleur de toezichthoudende ambtenaar en de administratie daarvan in kennis.

Art. 43. In het geval van definitieve buitenbedrijfstelling van een tank en zijn bijbehorende apparatuur, wordt de tank geleegd, ontgast en gereinigd. De bijbehorende apparatuur van deze tank, met inbegrip van de leidingen, wordt geleegd.

In aanvulling op de bepalingen van het eerste lid :

1° wordt de bovengrondse tank verwijderd;

2° wordt de ingegraven tank met zand of ander gelijkwaardig inert materiaal gevuld of verwijderd;

3° worden de bovengrondse leidingen verwijderd;

4° is de vulleiding zodanig verwijderd of afgedicht dat levering onmogelijk is.

Reinigingsresten worden afgevoerd door een erkende vervoerder of ophaler die een attest van verwijdering afgeeft.

Art. 44. § 1. De eigenaar van de opslag of zijn gemachtigde legt de identiteitsfiche van elke tank ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar. Die fiche bevat de volgende gegevens :

1 het ontgassingscertificaat;

2° het certificaat waaruit blijkt dat de reinigingsresten zijn afgevoerd;

3° het certificaat van de laatste geldige dichtheidstest;

4° in voorkomend geval, het attest waaruit blijkt dat de tank is afgevoerd of het certificaat waaruit blijkt dat hij inert is gemaakt, met het type gebruikt materiaal en de aangewende hoeveelheid.

Art. 45. Tanks die overeenkomstig de artikelen 47 en 48 definitief buiten gebruik worden gesteld, mogen niet langer als opslagtanks voor koolwaterstoffen worden gebruikt.

HOOFDSTUK VII. — Verplichtingen van de eigenaar

Art. 46. De eigenaar van de opslag of zijn gemachtigde :

1° is verplicht het in artikel 34 bedoelde verslag uit te voeren of te laten uitvoeren;

2° doet een beroep op een controleur voor de controles bedoeld in de artikelen 35, 37, 41, § 2, 1°, en 42;

3° zorgt ervoor dat de stempel en het kleurplaatje van elke tank duidelijk leesbaar en te allen tijde zichtbaar blijven;

4° houdt het volume van de inkuiping vrij van voorwerpen of vloeistoffen;

5° is verantwoordelijk voor de goede werking van het visuele of akoestische alarm van het lekdetectiesysteem en de bijbehorende apparatuur;

6° beschermt en onderhoudt de metalen tank tegen corrosie;

7° moet de tank volgens de voorschriften van de artikelen 42 of 43 buiten gebruik stellen.

HOOFDSTUK VIII. — Controleurs

Art. 47. De controleurs mogen niet rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden zijn met :

1° een fabrikant, invoerder of verkoper van tanks of bijbehorende apparatuur die op grond van dit besluit aan controle zijn onderworpen

2° de installateur van de opslag waarvoor zij een controle uitvoeren;

3° de eigenaar van de opslag waarvoor zij een controle uitvoeren, of zijn gemachtigde.

HOOFDSTUK IX. — Overgangs-, wijzigings- en slotbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen

Onderafdeling 1. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations.

Art. 48. De titel van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 wordt aangevuld met de woorden "en de stookolieopslag voor verwarmingsdoeleinden met een capaciteit tussen 500 en 24.999 liter."

Onderafdeling 2. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

Art. 49. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, wordt het opschrift van de rubriek 63.12.09.03.01 vervangen als volgt : "63.12.09.03.01 gelijk is aan 3.000 liter of meer en lager dan 25.000 liter met uitsluiting van de opslagen voor de verwarming van gebouwen".

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 50. § 1. Dit besluit is van toepassing op de bestaande opslagen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 zijn de artikelen 8 tot en met 10, 18, 19, 23, § 4 en 33 niet van toepassing op bestaande opslagen.

§ 3. Binnen drie jaar na overdracht van onroerende goederen :

1° zijn de dubbelwandige bestaande tanks die niet uitgerust zijn met een lekdetectiesysteem, uitgerust met een lekdetectiesysteem van klasse 1 in de zin van de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-2;

2° is de afvoer van de tank conform met artikel 12

3° zijn de in batterij geplaatste tanks uitgerust met een geschikte aansluitkit en geplaatst in overeenstemming met de technische handleiding;

4° voldoen de ontluchters aan artikel 27;

5° zijn de bestaande tanks uitgerust met een overloopbeveiligingssysteem overeenkomstig artikel 28;

6° zijn de bestaande tanks geplaatst in een retentiebak uitgerust met een klasse 3 lekdetectiesysteem dat voldoet aan de voorschriften van de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-4

7° worden de drijfmeters voor ingegraven tanks vervangen door een meter als bedoeld in artikel 31;

8° is de lekvrije kuil met een of meer bestaande enkelwandige tanks uitgerust met een klasse 3 lekdetectiesysteem dat voldoet aan de voorschriften van de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-4.

In afwijking van lid 1, punt 5, worden vóór de inwerkingtreding van dit besluit aangebrachte overloopbeveiligingssystemen van het fluitjestyte toegestaan, op voorwaarde dat :

1° zij voldoen aan de technische handleiding

2° en dat de vulopening niet wordt verplaatst.

Art. 51. § 1. De verklaringen van klasse 3 in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, die vóór de inwerkingtreding van dit besluit krachtens rubriek 63.12.09.03.01 zijn ingediend voor opslagen voor de verwarming van gebouwen, blijven geldig tot hun vervaldatum.

§ 2. Wanneer de opslag voor gemengde doeleinden wordt gebruikt, zijn alleen de voorschriften van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning van toepassing.

Art. 52. Binnen twee jaar na de inwerkingtreding van dit besluit doet de eigenaar van een bestaande tank die aan de voorschriften van de integrale voorwaarden van 17 juli 2003 vóór de inwerkingtreding van dit besluit is onderworpen en die niet is voorzien van een kleurplaatje, een beroep op een controleur om :

1° de opslag te controleren overeenkomstig artikel 37;

2° een plaatje toe te kennen zoals bedoeld in artikel 38.

Art. 53. De kleurplaatjes die overeenkomstig de integrale voorwaarden van 17 juli 2003 zijn afgegeven, zijn geldig tot hun vervaldatum.

Art. 54. Binnen een jaar na de inwerkingtreding van dit besluit worden de ondergrondse parallellepipedische tanks overeenkomstig de artikelen 42 en 43 definitief buiten gebruik gesteld.

Afdeling 3. — Slotbepalingen

Art. 55. Dit besluit treedt in werking zes maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

Art. 56. De Minister tot wiens bevoegdheden het Leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Industriezones en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1 : Minimuminhoud van de technische handleiding

De technische handleiding bevat ten minste de volgende voorschriften :

Hoofdstuk I : Levering

Leveringsprocedure :

- o Ontvangst van de bestelling
- o Levering - Ontlading
- o Controles na de levering.

Hoofdstuk II : Tanks

1. Verdubbeling van een enkelwandige tank
2. Minimale ruimte rond bestaande bovengrondse tanks

Hoofdstuk III : Bijbehorende uitrustingen

1. Leidingen

Conformiteit van een ontluchtingsleiding

2. Overloopbeveiligingssysteem

Conformiteit van een overloopbeveiligingssysteem van het fluitjetype dat op bestaande tanks is geplaatst

Hoofdstuk IV : Goedkeuringsprocedure voor nieuwe tanktypen - Certificering van een tank.Hoofdstuk VI : Gelijkwaardigheidsprocedure met betrekking tot een norm of technisch voorschriftHoofdstuk VII : Controles

1. Checklist van controle

§ Controle bij ingebruikname;

§ Periodieke controle;

§ Controle van een bovengrondse tank;

§ Controle van een parallellepipedische tank;

§ Controle van de kathodische bescherming

2. Procedure voor de controle van het lekdetectiesysteem

§ Klasse 1 controle van het lekdetectiesysteem;

§ Klasse 2 controle van het lekdetectiesysteem;

§ Klasse 3 controle van het lekdetectiesysteem;

§ Controle van een tank uitgerust met een blaas.

3. Regels voor de toewijzing van kleurplaatjes

4. Het uitvoeren van een lekttest

5. Lekkagetest van een tank uitgerust met een blaas

Hoofdstuk VIII : Buitenbedrijfstelling

1. Tijdelijke buitenbedrijfstellingsprocedure

2. Definitieve buitenbedrijfstellingsprocedure

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 betreffende het beheer van stookolieopslag voor verwarmingsdoeleinden met een capaciteit tussen 500 en 24.999 liter en tot wijziging van diverse bepalingen terzake.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Industriezones en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2 : Referentienormen

I. TANKSBovengrondse tank :

Bouw :

1. De metalen tanks voldoen aan de eisen van de NBN EN 12285-2 bouwnorm : In de werkplaats vervaardigde stalen tanks - deel 2 : horizontale enkel- en dubbelwandige tanks voor de bovengrondse opslag van ontvlambare en niet-ontvlambare vloeistoffen die het water vervuilen in de versie die van kracht is op de datum van installatie van de tank.

De in de werkplaats of ter plaatse gelaste parallellepipedische tanks met een inhoud van 500 tot 24.999 liter voldoen aan de Franse norm NF E 86- 255 : Opslagtanks, parallellepipedische stalen tanks met een inhoud van 1500 liter en meer voor de onbegraven opslag van diesel, stookolie en diverse vloeistoffen, in de versie die van kracht is op de datum van installatie.

2. De buitenste metalen behuizing is beschermd tegen corrosie overeenkomstig de voorschriften van norm NBN EN 12285-1 : In de werkplaats vervaardigde stalen tanks - deel 1 : horizontale cilindrische enkel- en dubbelwandige horizontale tanks voor de ondergrondse opslag van ontvlambare en niet-ontvlambare vloeistoffen die het water vervuilen, in de versie die van kracht is op de datum van installatie van de tank.

Elke andere beschutting met een gelijkwaardige weerstand kan aangenomen worden voor zover de milieubeschermsgraad ervan aan genoemde norm voldoet.

3. Thermoplastische of polyethyleen tanks voldoen aan de eisen van de NBN EN 13341+A1 bouwnorm : Thermoplastische vaste tanks voor de onbegraven opslag van huisbrandolie, lampolie en gasolie - Geblazen en rotatiegegoten polyethyleen tanks en rotatiegegoten tanks van anionisch gepolymeriseerd polyamide 6 - Eisen en testmethoden.

4. De enkelwandige horizontale cilindrische tanks van versterkte thermohardende plastic voldoen aan de eisen van de norm NBN EN 13121-3: GVK-tanks en -houders voor bovengrondse toepassingen - Deel 3: ontwerp en vervaardiging in de versie die van kracht is op de datum van ingebruikneming van de tank of een andere gelijkwaardige Europese norm die door de administratie volgens de procedure van de technische handleiding wordt erkend.

Vestiging :

1. De metalen tanks met een inhoud van 500 en 24.999 liter voldoen aan de voorschriften van de norm NBN I.03.002. Horizontale cilindrische stalen tanks voor vloeibare koolwaterstoffen (vlampunt boven 55°C en beneden 100°C) met een inhoud van 0,5 tot 250 m³ - Transport, installatie en aansluiting in de versie die van kracht is op de datum van installatie van de tank.

2. De enkelwandige horizontale cilindrische tanks van versterkte thermohardende plastic voldoen aan de eisen van de norm NBN EN 13121-4: GVK-tanks en -houders voor bovengrondse toepassingen - deel 4: ontwerp en vervaardiging in de versie die van kracht is op de datum van ingebruikneming van de tank of een andere gelijkwaardige Europese norm die door de administratie volgens de procedure van de technische handleiding wordt erkend.

Ingegraven tanks :

Bouw :

De dubbelwandige metalen tanks voldoen aan de eisen van de NBN EN 12285-1 bouwnorm : In de werkplaats vervaardigde stalen tanks - deel 1 : horizontale enkel- en dubbelwandige tanks voor de bovengrondse opslag van ontvlambare en niet-ontvlambare vloeistoffen die het water vervuilen in de versie die van kracht is op de datum van installatie van de tank of een andere gelijkwaardige Europese norm die door de Administratie erkend wordt volgens de procedure van de technische handleiding.

Vestiging :

De metalen tanks met een inhoud van 500 en 24.999 liter voldoen aan de voorschriften van de norm NBN I.03.002. Horizontale cilindrische stalen tanks voor vloeibare koolwaterstoffen (vlampunt boven 55°C en beneden 100°C) met een inhoud van 0,5 tot 250 m³ - Transport, installatie en aansluiting in de versie die van kracht is op de datum van installatie van de tank of een andere gelijkwaardige Europese norm die door de Administratie erkend wordt volgens de procedure van de technische handleiding.

II. Overloopbeveiligingssysteem

De overloopbeveiligingssystemen voldoen aan de voorschriften van de norm EN-13616-2: 2016: Vullingsbegrenzers voor vaste tanks voor vloeibare brandstoffen - Deel 2: Vullende beperkende voorzieningen zonder sluitinrichting.

III. Lekdetectiesysteem

1. Lekdetectiesystemen van klasse 1 moeten voldoen aan de eisen van de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-2 (druk- of vacuümsysteem) in de versie die van kracht is op de datum van inwerkingtreding van het genoemde systeem of een andere gelijkwaardige Europese norm.

2. Lekdetectiesystemen van klasse 2 moeten voldoen aan de eisen van de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-3 (systemen op basis van vloeistof- en/of gasdetectoren) in de versie die van kracht is op de datum van ingebruikname van het genoemde systeem of een andere gelijkwaardige Europese norm.

3. Lekdetectiesystemen van klasse 3 moeten voldoen aan de eisen van de normen NBN EN 13160-1 en NBN EN 13160-4 (systemen op basis van vloeistof- en/of gasdetectoren) in de versie die van kracht is op de datum van ingebruikname van het genoemde systeem of een andere gelijkwaardige Europese norm.

IV. Kathodische bescherming

Kathodische beschermingssystemen voldoen aan NBN EN 13636 in de versie die van kracht is op de datum van inwerkingtreding van de genoemde bescherming of een andere gelijkwaardige Europese norm.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 betreffende het beheer van stookolieopslag voor verwarmingsdoeleinden met een capaciteit tussen 500 en 24.999 liter en tot wijziging van diverse bepalingen terzake.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Industriezones en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/42372]

3 OCTOBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant appel aux candidatures des organisations représentatives des employeurs, des classes moyennes, du secteur non-marchand et des travailleurs en vue du renouvellement des mandats au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1994 portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale et notamment l'article 3, § 1^{er}, 2 et 3;

Vu la loi du 24 avril 2014 relative à l'organisation de la représentation des indépendants et des PME ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/42372]

3 OKTOBER 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende oproep tot de kandidaturen van de representatieve organisaties van de werkgevers, de middenstand, de social-profitsector en de werknemers met het oog op de hernieuwing van de mandaten bij de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 8 september 1994 houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 3, § 1, 2 en 3;

Gelet op de wet van 24 april 2014 betreffende de organisatie van de vertegenwoordiging van de zelfstandigen en de KMO;